



Association
Henri Capitant

PROJET DE CODE EUROPEEN DES AFFAIRES

AVANT-PROJET RELATIF A LA SOCIETE EUROPEENNE SIMPLIFIEE (SES)

ENTWURF FÜR EIN EUROPÄISCHES WIRTSCHAFTSGESETZBUCH

REGELUNGSENTWURF ZUR VEREINFACHTEN EUROPÄISCHEN GESELLSCHAFT (SES)

Introduction

L'Union européenne souffre aujourd'hui de ne pas offrir à ses entrepreneurs une structure sociétaire simple, attractive et accessible. Comment se sentir pleinement européen et commercer sur un marché unique alors même que la constitution d'une société – première pierre de l'entreprise - est entièrement placée sous l'empire du droit national ? Or, la rigueur du régime de la société européenne et son coût d'accès (SE) la rendent inaccessible au plus grand nombre : près de 20 ans après sa création, on en compte à peine quelques milliers dans toute l'UE, dont l'immense majorité en Allemagne...

C'est pourquoi il convient de dépasser les échecs des projets de Société privée européenne et de *Societas Unius Personæ* afin d'offrir aux acteurs économiques un instrument juridique adapté au lancement et à la croissance de leur activité.

Tel est le projet de Société européenne simplifiée ou SES, dont chacun des éléments de l'acronyme revêt une signification particulière :

- *Une société ...* d'abord : la SES compléterait le panel très insuffisant des types sociétaires européens (SE, GEIE, SCE) par une *nouvelle forme de société adaptée aux petites et moyennes entreprises*. La SES est une société de capitaux à responsabilité limitée, indifféremment pluripersonnelle ou unipersonnelle, qui serait dix fois plus accessible que la SE, puisque 12.000 euros de capital social seulement seraient nécessaires pour sa

Einleitung

Den Unternehmen der Europäischen Union fehlt bis zum heutigen Tage eine einfache, attraktive und leicht zugängliche Gesellschaftsform. Wie soll man sich vollkommen europäisch fühlen und in einem gemeinsamen Binnenmarkt agieren, wenn die Gründung einer Gesellschaft – der Grundstein einer jeden Unternehmensgründung – weiterhin vollständig dem nationalen Recht unterliegt? Es gibt zwar die Europäische Aktiengesellschaft (SE), doch ist diese für die allermeisten Unternehmen ungeeignet; sie leidet unter ihrem allzu rigiden Rechtsrahmen und hohen Gründungskapital: Nahezu zwanzig Jahre nach ihrer Einführung finden sich nur einige tausend SEs in der gesamten EU, wovon die überwiegende Mehrzahl in Deutschland angesiedelt ist ...

Es ist daher an der Zeit, die gescheiterten Projekte der Europäischen Privatgesellschaft (EPG) und der Societas Unius Personae (SUP) hinter sich zu lassen und den Unternehmen ein geeignetes rechtliches Instrument anzubieten, mit dem sie ihre Aktivität aufnehmen und ausbauen können.

Dieses Instrument ist die hier vorgeschlagene Société européenne simplifiée (SES), eine flexible Gesellschaft europäischen Rechts, deren Firmierung zugleich ihre Wesensmerkmale ausdrückt:

- Zunächst ... eine *Gesellschaft*: Die SES ergänzt die höchst lückenhafte Palette der europäischen Rechtsformen (SE, EWIV, SCE) um einen *neuen Gesellschaftstypus für kleine und mittlere Unternehmen*. Die SES ist eine Gesellschaft mit beschränkter

constitution (libérables du quart immédiatement et du solde sous 5 années) ;

- ... *européenne* ensuite, la SES le serait à un triple point de vue. Juridiquement, elle serait soumise à un chapitre de dispositions européennes qui lui seraient propres et, *subsidiatement* seulement au droit national de l'Etat d'immatriculation (forme des statuts et de la cession des actions, notamment). Economiquement, elle contribuerait grandement à l'intégration du marché commun, favoriserait les échanges transfrontaliers et pourrait être choisie dans tous les États membres, tout en facilitant la gestion de groupes européens de sociétés. Politiquement, elle inviterait les fondateurs de SES à voir l'Union comme un espace de liberté d'entreprendre, en initiant leur activité économique sous l'empire d'un outil offert par l'Union ; un entrepreneur qui souhaite aujourd'hui constituer sa société est en effet obligé de se placer sous l'empire d'un type sociétaire national (SAS, SARL, GmbH pour ne raisonner que sur la France et l'Allemagne) : or, une activité qui naît « nationale » et non européenne le restera trop souvent ;
- *Simplifiée* enfin : l'attractivité et la simplicité de la SES tiennent à la grande liberté statutaire qui lui serait reconnue ; les dispositions proposées limitent les règles impératives (mentions obligatoires des statuts, unanimité pour porter atteinte à la libre cession des actions, protection des minoritaires) et se contentent d'instituer une direction générale dotée d'un vaste pouvoir légal de représentation, tout en invitant les statuts à adopter des règles sur certaines questions importantes et, surtout, à convenir

Haftung, die durch eine oder mehrere Personen gegründet werden kann. Sie ist zehnmal leichter zu gründen als eine SE und signalisiert dennoch Seriosität: Das Mindestkapital von 12.000 Euro ist zu einem Viertel bei der Gründung und innerhalb der ersten fünf Jahre vollumfänglich einzuzahlen.

- *Européenne* - europäisch ist die SES in dreifacher Hinsicht. Rechtlich stützt sie sich auf ein Statut aus eigenständigen europäischen Vorschriften, die lediglich subsidiär durch das Gesellschaftsrecht im Gründungsstaat ergänzt werden (namentlich für die Formvorschriften bei Errichtung und Anteilsabtretung). Wirtschaftlich vermag sie maßgeblich zur Integration im Binnenmarkt beizutragen; denn sie erleichtert den grenzüberschreitenden Austausch mittels einer künftig in allen EU-Staaten bekannten Rechtsform. Politisch erfahren die SES-Gründer dank der Möglichkeit, ihre Aktivität in eine vom Unionsrecht angebotene Rechtsform zu kleiden, die Union als einen gemeinsamen Raum der unternehmerischen Freiheit. Bislang muss sich ein Unternehmer für seine Gesellschaftsgründung stets einer nationalen Rechtsform bedienen (SAS, SARL, GmbH, um nur an Frankreich und Deutschland zu denken). Doch eine Tätigkeit, die nicht als europäische sondern als nationale beginnt, bleibt es allzu häufig auch.
- Und schließlich *simplifiée*, also „vereinfacht“: Die SES verdankt ihre Attraktivität und Flexibilität der weitreichenden Satzungsfreiheit, die sie genießt; das vorgeschlagene Statut enthält nur wenige zwingende Regelungen (Mindestinhalt der Satzung, Einstimmigkeit bei Beschränkung der Anteilsübertragung, Minderheitenschutz) und beschränkt sich

librement de l'organisation et du fonctionnement de la SES au plus près des attentes de ses fondateurs.

Les propositions qui suivent ont vocation à s'inscrire dans un Livre d'un Code européen des affaires consacré au droit européen des sociétés, divisé en deux Titres : le premier consacré au droit commun européen des sociétés et le second recensant les formes européennes de sociétés (SES, SE, SCE et GEIE).

Groupe de travail (par ordre alphabétique)

Philippe Dupichot, président de l'Association Henri Capitant, codirecteur du groupe de travail, Expert auprès de l'Assemblée franco-allemande

Monica Fuentes Naharro, professeur à l'université Complutense de Madrid ;

Benoit Lecourt, professeur à l'université Paris Nanterre ;

Antoine Lelong, avocat au Barreau de Paris, Gide ;

Gerd Leutner, avocat au Barreau de Berlin, CMS ;

Edmond Schlumberger, professeur à l'université Paris 8 ;

Christoph Teichmann, professeur à l'université de Würzburg, codirecteur du groupe de travail ;

Christophe Vielpeau, notaire à Meaux.

darauf, eine Geschäftsführung mit umfassender Vertretungsmacht einzusetzen. Darüber hinaus bleibt der Satzungsgeber aufgefordert, wichtige Fragen selbst zu regeln und die SES in Organisation und Finanzierung getreu den Vorstellungen der Gründer zu gestalten.

Die folgenden Vorschläge sollen in ein Buch eines Europäischen Wirtschaftsgesetzbuches aufgenommen werden, das dem europäischen Gesellschaftsrecht gewidmet ist und aus zwei Teilen besteht: einem Allgemeinen Teil mit den gemeinsamen Regeln für alle Rechtsformen und einem Besonderen Teil mit den speziellen Regeln für die einzelnen europäischen Rechtsformen (SES, SE, SCE und EWIV).

Mitglieder der Arbeitsgruppe (in alphabetischer Reihenfolge)

Philippe Dupichot, Präsident der Vereinigung Henri Capitant, Co-Leiter der Arbeitsgruppe, Sachverständiger der Deutsch-Französischen Parlamentarischen Versammlung

Monica Fuentes Naharro, Professorin an der Universität Complutense in Madrid ;

Benoit Lecourt, Professor an der Universität Paris Nanterre ;

Antoine Lelong, Rechtsanwalt in Paris, Gide ;

Gerd Leutner, Rechtsanwalt in Berlin, CMS ;

Edmond Schlumberger, Professor an der Universität Paris 8;

Christoph Teichmann, Professor an der Julius-Maximilians-Universität Würzburg, Co-Leiter der Arbeitsgruppe ;

Christophe Vielpeau, Notar in Meaux.

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1.1. Dispositions préliminaires

(1) La société européenne simplifiée (« *Societas Europaea Simplificata* » ou « SES ») est une société dotée de la personnalité juridique, constituée par une ou plusieurs personnes, physiques ou morales.

(2) Son capital social est divisé en actions, dénommées en euros entiers.

(3) La responsabilité des actionnaires est limitée au montant de leurs apports.

(4) Ses actions ne sont pas offertes au public et ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation.

(5) La SES acquiert la personnalité juridique le jour de son immatriculation, et cette personnalité est immédiatement reconnue dans tous les autres Etats membres de l'UE (ci-après dénommés les « Etats membres ») à compter de cette immatriculation.

Commentaire :

La société européenne simplifiée peut être désignée sous l'acronyme SES ou, de son nom latin, *Societas Europaea Simplificata*. Souple, elle peut être unipersonnelle ou pluripersonnelle, associer des personnes physiques comme des personnes morales ; la responsabilité des actionnaires est limitée au montant de leurs apports. Elle n'a pas vocation à faire appel au marché pour se financer. Idéalement offerte à tous les Etats membres et pas seulement à la France et à l'Allemagne, elle devra être choisie par les parties s'agissant d'un type sociétaire européen nouveau et optionnel.

ABSCHNITT 1. ALLGEMEINE VORSCHRIFTEN

Artikel 1.1.1. Einführende Vorschriften

(1) Die vereinfachte europäische Gesellschaft („*Societas Europaea Simplificata*“ oder „SES“) ist eine Gesellschaft mit eigener Rechtspersönlichkeit, die von einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen gegründet werden kann.

(2) Ihr Stammkapital ist in Geschäftsanteile unterteilt, die auf volle Euro lauten.

(3) Die Verpflichtung der Gesellschafter ist auf die Höhe ihrer Einlagen begrenzt.

(4) Die Geschäftsanteile sind nicht für öffentliche Angebote und nicht zum Handel auf einem geregelten Markt oder auf einem multilateralen Handelssystem vorgesehen.

(5) Die SES erwirbt Rechtsfähigkeit am Tag ihrer Eintragung; diese Rechtsfähigkeit wird in allen anderen EU-Mitgliedstaaten (nachstehend „Mitgliedstaaten“ genannt) unmittelbar vom Tag der Eintragung an anerkannt.

Erläuterungen:

Die vereinfachte europäische Gesellschaft kann als SES oder, mit lateinischer Bezeichnung, als *Societas Europaea Simplificata* bezeichnet werden. Sie ist flexibel hinsichtlich ihrer Gesellschafter und kann von einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen gegründet werden; die Verpflichtung der Gesellschafter beschränkt sich auf die Höhe ihrer Einlagen. Die SES ist nicht dazu bestimmt, den Kapitalmarkt in Anspruch zu nehmen. Idealerweise sollte sie als Rechtsform nicht nur in Frankreich und Deutschland, sondern in allen Mitgliedstaaten angeboten werden; die Gründer erhalten mit ihr ein neues und optionales europäisches Rechtsformangebot.

Article 1.1.2. Droit applicable

(1) La SES est régie par les dispositions du présent chapitre et les stipulations des statuts de la SES qui ne contreviennent pas aux dispositions impératives du présent chapitre. Les questions qui sont traitées par le présent chapitre sont soustraites à l'application des droits des Etats membres, sous réserve des dispositions des alinéas 2 et 3 du présent article.

(2) S'applique subsidiairement à la SES le droit de l'Etat membre d'immatriculation applicable à la forme sociale désignée, pour chaque Etat membre, en annexe (« la forme sociale de référence »), et dans la mesure où ces règles de droit sont compatibles avec les dispositions particulières prévues par le présent chapitre.

(3) Ce chapitre ne fait pas obstacle à ce que les Etats membres appliquent, en présence de règles impératives, la loi du siège réel à d'autres questions juridiques que celles traitées par le présent chapitre concernant, entre autres, les règles sur la participation des salariés aux organes d'administration ou de surveillance de la société, le droit pénal, le droit social et le droit fiscal.

Commentaire :

La question du droit applicable à la SES est fondamentale. La liberté contractuelle doit y régner afin de rendre la SES attractive pour les entrepreneurs européens. C'est pourquoi la SES est, au premier chef, régie par le présent chapitre ainsi que par ses statuts.

Toutefois, les règles nationales de l'Etat membre d'immatriculation applicables à la forme sociale de référence doivent rester applicables subsidiairement (ainsi des règles relatives à la SAS en France ou à la GmbH en Allemagne), dans la mesure de leur compatibilité avec ce chapitre.

Artikel 1.1.2. Anwendbares Recht

(1) Die SES unterliegt den Vorschriften dieses Kapitels und den Regelungen ihrer Satzung, soweit diese nicht gegen die zwingenden Vorschriften dieses Kapitels verstoßen. Vorbehaltlich der nachfolgenden Absätze 2 und 3 sind die in diesem Kapitel geregelten Rechtsfragen der Anwendung des Rechts der Mitgliedstaaten entzogen.

(2) Für die SES gilt ergänzend das Recht des Mitgliedstaates ihrer Eintragung, das auf die im Anhang für den jeweiligen Mitgliedstaat benannte Rechtsform anwendbar ist („Referenzrechtsform“), soweit diese Vorschriften mit den speziellen Vorschriften dieses Kapitels vereinbar sind.

(3) Dieses Kapitel hindert die Mitgliedstaaten nicht daran, das am Verwaltungssitz der Gesellschaft geltende Recht für andere als die in diesem Kapitel behandelten Rechtsfragen anzuwenden, soweit es sich um zwingende Rechtsvorschriften handelt, die unter anderem die Mitbestimmung der Arbeitnehmer im Verwaltungs- oder Aufsichtsorgan der Gesellschaft, das Strafrecht, das Arbeits- und Sozialrecht sowie das Steuerrecht betreffen.

Erläuterungen:

Die Frage des auf die SES anwendbaren Rechts ist von grundlegender Bedeutung. Um die SES für europäische Unternehmer attraktiv zu machen, genießt die Vertragsfreiheit einen hohen Stellenwert. Die Rechtsverhältnisse der SES bestimmen sich daher in erster Linie nach diesem Kapitel und nach ihrer Satzung.

Ergänzend sollen diejenigen nationalen Vorschriften des Mitgliedstaats, in dem die SES eingetragen ist, Anwendung finden, die dort für die jeweilige Referenzrechtsform gelten (also für die SAS in Frankreich oder die GmbH in Deutschland), soweit sie mit diesem Kapitel vereinbar sind.

<p>Afin de dissiper certaines craintes de <i>law shopping</i>, il a paru utile de réserver l'application de règles impératives résultant de la loi du siège réel à des questions autres et limitativement énumérées.</p>	<p>Um Bedenken gegenüber einem <i>law shopping</i> auszuräumen, erschien es sinnvoll, die Anwendung zwingender Regeln zuzulassen, die am Verwaltungssitz der Gesellschaft gelten und sich auf die beispielhaft genannten Rechtsbereiche beziehen.</p>
<p>SECTION 2 CONSTITUTION DE LA SES</p>	<p>ABSCHNITT 2 GRÜNDUNG DER SES</p>
<p>Article 2.1.1. Modalités de constitution</p> <p><i>La constitution d'une SES s'effectue, conformément aux dispositions du présent chapitre, par :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> (a) création d'une SES; (b) transformation d'une société existante constituée dans l'un des Etats membres de l'UE ; (c) fusion de sociétés existantes constituées dans un ou plusieurs Etats membres de l'UE ; (d) scission d'une société existante constituée dans un Etat membre de l'UE. <p><i>La constitution dans les cas visés aux b, c, d, peut indifféremment résulter d'une opération interne à un Etat membre de l'UE ou transfrontalière au sens de la directive n°2019/2121 du 27 novembre 2019.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>La constitution d'une SES est possible suivant différents procédés, internes ou transfrontaliers, par création <i>ad hoc</i> ou transformation en SES, fusion ou scission de sociétés préexistantes.</p>	<p>Artikel 2.1.1. Gründungsverfahren</p> <p><i>Die Gründung einer SES erfolgt nach Maßgabe dieses Kapitels durch:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Neugründung einer SES; (b) Formwechsel einer bestehenden Gesellschaft, die in einem Mitgliedstaat der EU gegründet wurde; (c) Verschmelzung bestehender Gesellschaften, die in einem oder mehreren Mitgliedstaaten der EU gegründet wurden; (d) Spaltung einer bestehenden Gesellschaft, die in einem Mitgliedstaat der EU gegründet wurde. <p><i>Die Gründung kann in den unter b, c, d genannten Fällen sowohl in einem innerstaatlichen Verfahren als auch grenzüberschreitend im Sinne der Richtlinie 2019/2121 vom 27. November 2019 erfolgen.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Die SES kann auf unterschiedlichen Verfahrenswegen innerstaatlich oder grenzüberschreitend gegründet werden, durch Neugründung ebenso wie durch Formwechsel, Verschmelzung oder Spaltung bereits bestehender Gesellschaften.</p>
<p>Article 2.1.2. Les statuts</p> <p>(1) <i>Les statuts de la SES comportent, au moins, les stipulations</i></p>	<p>Artikel 2.1.2. Satzung</p> <p>(1) <i>Die Satzung der SES enthält zumindest die folgenden Angaben:</i></p>

suivantes :

- (a) la dénomination sociale, l'adresse du siège statutaire et du lieu d'administration centrale de la SES ;*
- (b) l'objet social ;*
- (c) le montant et la composition du capital social avec la détermination de la valeur nominale des actions ;*
- (d) la nature des apports effectués, en numéraire ou en nature,*
- (e) la description et l'évaluation de chaque apport en nature ;*
- (f) les règles définissant le pouvoir de représentation légale et de gestion de la société par le ou les directeurs généraux ;*
- (g) l'identité des signataires des statuts.*

(2) Le présent chapitre comprend des modèles de statuts pour une SES unipersonnelle que l'actionnaire unique peut adopter expressément et pour leur totalité.

(3) Les règles de forme applicables aux modalités d'établissement des statuts et à la publicité à leur donner sont déterminées par le droit de l'Etat membre d'immatriculation.

Commentaire :

Il revient aux statuts de prévoir impérativement certaines stipulations essentielles, énumérées au (1), sans préjudice naturellement d'autres stipulations facultatives dont certaines sont envisagées par ailleurs (limitations et interdictions d'aliénation, institution d'organes, etc). Un modèle de statuts de SES unipersonnelle sera utilement prévu. Le (3) renvoie à la loi de l'Etat d'immatriculation pour les questions de forme et de publicité des statuts. Partant, une SES immatriculée en Allemagne devra être constituée par acte notarié, à la différence d'une SES immatriculée en France.

- (a) Name der Gesellschaft, Anschrift des satzungsmäßigen Sitzes und des Ortes der Geschäftsführung der SES;*
- (b) Unternehmensgegenstand;*
- (c) Betrag und Zusammensetzung des Stammkapitals unter Bestimmung des Nennbetrags der einzelnen Geschäftsanteile;*
- (d) die Art der zu leistenden Bar- oder Sacheinlagen;*
- (e) eine Beschreibung und Bewertung jeder Sacheinlage;*
- (f) Regelungen zur Konkretisierung der gesetzlichen Geschäftsführungs- und Vertretungsmacht durch den oder die Geschäftsführer;*
- (g) die Identität der Unterzeichner der Satzung.*

(2) Dieses Kapitel enthält Mustersatzungen für eine Einpersonen-SES, die der Alleingesellschafter ausdrücklich und ohne Abänderungen annehmen kann.

(3) Die Formvorschriften für die Feststellung der Satzung und die Vorschriften zu ihrer Offenlegung richten sich nach dem Recht des Mitgliedstaats der Eintragung.

Erläuterungen:

Absatz 1 bestimmt wesentliche Gegenstände, die zwingend in der Satzung geregelt werden müssen. Weitere fakultative Regelungen sind möglich und teilweise an anderer Stelle dieses Kapitels ausdrücklich vorgesehen (Beschränkung oder Verbot der Anteilsübertragung, Einrichtung weiterer Organe usw.). Sinnvollerweise sollte die gesetzliche Regelung eine Mustersatzung für die Einpersonn-SES bereithalten. Absatz 3 verweist für Fragen der Form und Offenlegung der Satzung auf das Recht des Eintragsstaates. Daher bedarf die Satzung einer in Deutschland eingetragenen SES, im Gegensatz zu einer in Frankreich eingetragenen SES, der notariellen Beurkundung.

Article 2.1.3. Capital social

(1) Le capital social de la SES est exprimé en euros. Le capital social ne peut être inférieur à 12.000 euros et doit être intégralement souscrit.

(2) Les apports peuvent être effectués en numéraire ou en nature, à l'exclusion de tout apport en industrie.

(3) Les actions émises en contrepartie d'apports en numéraire doivent être libérées du quart au moins de leur prix de souscription lors de la constitution. Si une prime d'émission a été prévue, elle doit être libérée dans les mêmes conditions. Le solde doit être libéré dans un délai maximal de cinq (5) ans à compter de son immatriculation. Toutefois, les statuts ou l'assemblée des actionnaires peuvent arrêter un délai plus court ou des modalités différentes pour la libération de ce solde.

(4) La libération suppose que les apports effectués soient mis à la disposition de la SES au plus tard au moment du dépôt de la demande d'inscription visée à l'article 2.1.6.

(5) Le souscripteur et les acquéreurs successifs de l'action sont solidairement responsables de la libération de leurs apports envers la société. Celui qui a désintéressé la société dispose d'un recours contre les titulaires successifs de l'action. La charge définitive de la dette incombe au dernier d'entre eux, sauf accord contraire d'un ou plusieurs autres titulaires successifs. L'actionnaire qui a cédé son titre cesse d'être tenu des versements non encore appelés passés deux ans après inscription de la cession dans le registre des actionnaires.

(6) Les actions émises en contrepartie d'apports en nature autres que les apports de créances de sommes d'argent ou de biens fongibles doivent être intégralement libérées lors de la constitution.

(7) Les apporteurs en nature sont garants, à concurrence de l'évaluation de leurs apports, des dettes de la société nées avant l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la date de son immatriculation au registre

Artikel 2.1.3. Stammkapital

(1) Das Stammkapital der SES wird in Euro angegeben. Es darf nicht unter 12.000 EUR liegen und muss vollständig gezeichnet sein.

(2) Beiträge der Gesellschafter können als Bar- oder Sacheinlagen geleistet werden, unter Ausschluss von Dienstleistungen.

(3) Auf Geschäftsanteile, die gegen Bareinlagen ausgegeben werden, muss bei der Gründung mindestens ein Viertel des Nennbetrags eingezahlt werden. Wurde ein Agio vereinbart, so muss es zu denselben Bedingungen geleistet werden. Der Restbetrag muss innerhalb eines Zeitraums von höchstens fünf (5) Jahren ab dem Datum der Eintragung eingezahlt werden. Die Satzung oder die Gesellschafterversammlung können eine kürzere Frist oder andere Modalitäten für die Einzahlung des Restbetrags festlegen.

(4) Für eine befreiende Einzahlung ist erforderlich, dass die Beiträge der SES spätestens zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags auf Eintragung gemäß Artikel 2.1.6 zur Verfügung gestellt werden.

(5) Die Zeichner und die nachfolgenden Erwerber des Geschäftsanteils haften gesamtschuldnerisch für die Leistung ihrer Beiträge an die Gesellschaft. Wer an die Gesellschaft geleistet hat, kann die nachfolgenden Anteilsinhaber auf Ersatz in Anspruch nehmen. Die endgültige Verpflichtung liegt bei dem letzten Anteilsinhaber, sofern nicht einer oder mehrere aufeinanderfolgende Anteilsinhaber etwas Anderes vereinbart haben. Der Veräußerer eines Geschäftsanteils haftet für nicht eingeforderte Leistungen bis zum Ablauf von zwei Jahren nach Eintragung der Anteilsübertragung in der Gesellschafterliste.

(6) Werden Geschäftsanteile gegen Sacheinlagen ausgegeben, so sind die Sacheinlagen bei der Gründung vollständig zu bewirken, soweit es sich nicht um Geldforderungen oder vertretbare Sachen handelt.

(7) Gesellschafter, die eine Sacheinlage zu erbringen haben, haben bis

désigné par la loi du siège social, à moins :

1° que ces apports n'aient fait l'objet d'une évaluation par un expert indépendant susceptible d'être nommé commissaire aux comptes de la SES selon la loi du siège social et que cette évaluation ait été retenue comme valeur d'apport dans les statuts de la SES, ou

2° que l'absence d'une telle évaluation résulte d'une dérogation prévue par la loi du siège social conformément à l'article 50 de la directive 2017/1132/UE du 14 juin 2017 et, selon le cas de dérogation applicable, que le prix moyen pondéré de négociation sur un marché réglementé ou la juste valeur des éléments d'actif apportés ait été retenu comme valeur d'apport.

Cette garantie incombe à l'apporteur en nature de plein droit.

Il ne peut être renoncé à l'établissement d'un rapport d'expert indépendant que sur décision unanime des fondateurs.

Commentaire :

Parce que la SES doit être accessible à un grand nombre d'entrepreneurs européens, son capital social minimum serait dix fois moindre que celui exigé d'une société européenne (SE), soit 12.000 euros. Toutefois, la voie d'une société européenne de capitaux sans capital social minimum n'a pas été retenue ici afin de permettre à la SES susciter la confiance des tiers.

Dans cet esprit, des règles assez strictes de libération du capital souscrit en numéraire ont été prévues (un quart immédiatement, le solde avant 5 ans) tandis qu'ont été interdits les apports en industrie (qui ne concourent pas au capital social) et qu'il a été prévu que les apporteurs en nature seraient en principe garants des dettes sociales à concurrence de la valeur des actifs apportés pendant 5 ans.

zum Wert ihrer Einlage für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft einzustehen, die vor Ablauf einer Frist von fünf Jahren nach dem Datum ihrer Eintragung in das vom Recht des Eintragsstaates vorgegebene Register entstanden sind, es sei denn,

1. die Sacheinlage wurde von einem unabhängigen Sachverständigen bewertet, der gemäß dem Recht des Eintragsstaates als Abschlussprüfer des SES bestellt werden könnte, und das Ergebnis der Bewertung wurde in der Satzung der SES als Wert der Einlage festgelegt, oder
2. auf die Bewertung wurde gemäß einer Ausnahmeregelung nach dem Recht des Eintragsstaates in Übereinstimmung mit Artikel 50 der Richtlinie (EU) 2017/1132 vom 14. Juni 2017 verzichtet und, je nach Anwendungsfall, wurde entweder der gewichtete Durchschnittspreis auf einem geregelten Markt oder der beizulegende Zeitwert der einzubringenden Vermögensgegenstände als Wert der Einlage bestimmt.

Diese Garantie des Sacheinlegers gilt kraft Gesetzes.

Auf den Bewertungsbericht eines unabhängigen Sachverständigen kann nur durch einstimmige Entscheidung der Gründer verzichtet werden.

Erläuterungen:

Da die SES vielen europäischen Unternehmern zugänglich sein soll, ist ihr Mindestkapital mit 12.000 Euro zehnmal niedriger als dasjenige einer Europäischen Gesellschaft (SE). Eine europäische Kapitalgesellschaft ohne Mindestkapital wird hingegen nicht vorgeschlagen, denn mit der SES soll eine gegenüber Dritten vertrauenswürdige Rechtsform geschaffen werden.

Vor diesem Hintergrund gelten verhältnismäßig strenge Regeln für die Erbringung von Bareinlagen (ein Viertel bei der Gründung, der

	Restbetrag nach 5 Jahren), während Dienstleistungen (als ungeeigneter Kapitalbeitrag) untersagt sind und die Erbringer von Sacheinlagen grundsätzlich während eines Zeitraums von 5 Jahren in Höhe ihrer Einlage für die Gesellschaftsschulden einzustehen haben.
<p>Article 2.1.4. Dénomination sociale</p> <p><i>(1) La SES choisit librement sa dénomination sociale, sous réserve que celle-ci ne soit ni trompeuse ni source de confusion.</i></p> <p><i>(2) La SES doit faire suivre sa dénomination sociale de l'acronyme «SES».</i></p> <p><i>(3) Seule une SES peut faire suivre sa dénomination sociale de l'acronyme «SES».</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>La SES choisit librement une dénomination sociale ni trompeuse ni source de confusion ; aux fins de lisibilité, elle devra la faire suivre de l'acronyme « SES ».</p>	<p>Artikel 2.1.4. Firma</p> <p><i>(1) Die SES ist in der Wahl ihrer Firma frei, soweit diese weder täuschend noch irreführend ist.</i></p> <p><i>(2) Die Firma der SES muss mit der Bezeichnung „SES“ enden.</i></p> <p><i>(3) Nur eine SES kann in ihrer Firma die Bezeichnung „SES“ verwenden.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Die SES ist bei der Auswahl ihrer Firma frei, soweit weder eine Täuschung noch eine Irreführung zu befürchten sind. Aus Lesbarkeitsgründen sollte die Firma mit der Bezeichnung „SES“ enden.</p>
<p>Article 2.1.5. Siège social</p> <p><i>(1) Le siège statutaire et le siège réel de la SES doivent être établis dans l'Union Européenne.</i></p> <p><i>(2) Sous cette réserve, et en l'absence de dispositions contraires de la loi du siège statutaire résultant notamment de l'article 1.1.2 (3), le siège statutaire et le siège réel peuvent être dissociés.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>Il existe au sein de l'Union européenne deux catégories d'Etats membres : d'une part, ceux qui, adeptes de la théorie du siège statutaire, admettent la dissociation des sièges statutaire et réel (par ex., sociétés immatriculées aux Pays-Bas et dont le siège réel est au Danemark) ; d'autre part, ceux qui exigent à l'inverse que les sièges</p>	<p>Artikel 2.1.5. Sitz der Gesellschaft</p> <p><i>(1) Der eingetragene und der Verwaltungssitz der SES müssen sich in der Europäischen Union befinden.</i></p> <p><i>(2) Unter Beachtung dessen und vorbehaltlich von Regelungen, die insbesondere gemäß Artikel 1.1.2 Absatz 3 das Recht des Eintragungsstaates überlagern, können der eingetragene und der Verwaltungssitz getrennt werden.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Innerhalb der Europäischen Union gibt es zwei Gruppen von Mitgliedstaaten: einerseits diejenigen, die nach der Gründungstheorie die Trennung von eingetragenem und tatsächlichem Sitz zulassen (z. B. in den Niederlanden eingetragene Gesellschaften, deren</p>

<p>statutaire et réel coïncident (par ex., société constituée en Espagne dont le siège réel doit être en Espagne).</p> <p>La présente proposition propose de permettre une dissociation des sièges (contrairement à ce qui est prévu dans le règlement n°2157/2001 sur la société européenne), afin de tenir compte d'une évolution des législations qui la rend plus fréquente aujourd'hui, pour autant que siège statutaire et siège réel soient établis dans l'Union.</p> <p>Toutefois, les Etats membres partisans de la théorie du siège réel pourront, s'ils le désirent, imposer que l'administration centrale coïncide avec l'Etat d'immatriculation.</p>	<p>Verwaltungssitz sich in Dänemark befindet); andererseits diejenigen, die auf Basis der Sitztheorie verlangen, dass der satzungsmäßige Sitz und der Verwaltungssitz zusammenfallen (z. B. eine in Spanien ansässige Gesellschaft, deren Verwaltungssitz in Spanien sein muss).</p> <p>Der vorliegende Entwurf schlägt vor, die Sitzaufspaltung zu gestatten (anders als in der Verordnung Nr. 2157/2001 über die Europäische Gesellschaft), um der Rechtsentwicklung Rechnung zu tragen, wonach eine Sitzaufspaltung heutzutage häufiger vorkommt, sofern sich Satzungssitz und tatsächlicher Sitz in der Union befinden.</p> <p>Mitgliedstaaten, die der Sitztheorie folgen, können jedoch verlangen, dass Verwaltungssitz und Satzungssitz beide im Staat der Eintragung liegen.</p>
<p>Article 2.1.6 Immatriculation</p> <p>(1) <i>La société est immatriculée, dans l'Etat membre de son siège statutaire, par ses actionnaires fondateurs ou par toute personne spécialement mandatée par eux.</i></p> <p>(2) <i>L'immatriculation sera effectuée sur le registre désigné par la loi de l'Etat membre du siège statutaire.</i></p> <p>(3) <i>L'immatriculation de la société pourra être effectuée en ligne, selon les modalités prévues par ledit Etat membre.</i></p> <p>(4) <i>Les règles de contrôle de la légalité des informations fournies et des documents remis lors de l'immatriculation sont fixées par la législation de l'Etat membre du siège statutaire de la société. L'autorité en charge du registre émet un certificat attestant la réalisation de la procédure d'enregistrement et la validité de l'immatriculation.</i></p> <p>(5) <i>Aux fins d'immatriculation, les informations suivantes doivent, au moins, être délivrées :</i></p>	<p>Artikel 2.1.6 Eintragung</p> <p>(1) <i>Die Gründer oder von ihnen hierzu bevollmächtigte Personen lassen die Gesellschaft im Mitgliedstaat des satzungsmäßigen Sitzes eintragen.</i></p> <p>(2) <i>Das mitgliedstaatliche Recht bestimmt das für die Eintragung zuständige Register.</i></p> <p>(3) <i>Das Eintragungsverfahren kann, unter Beachtung der Bestimmungen des mitgliedstaatlichen Rechts, elektronisch betrieben werden.</i></p> <p>(4) <i>Das Verfahren zur Prüfung der Rechtmäßigkeit der zur Eintragung übermittelten Informationen und Unterlagen richtet sich nach dem mitgliedstaatlichen Recht. Die zuständige Registerbehörde stellt eine Bescheinigung aus, die den Abschluss des Eintragungsverfahrens und die Gültigkeit der Eintragung bestätigt.</i></p> <p>(5) <i>Bei Anmeldung der Eintragung sind mindestens folgende Angaben</i></p>

<p>- l'adresse du siège de la société,</p> <p>- les prénom, nom de famille, date de naissance, adresse et nationalité des personnes nommées comme directeurs généraux et ayant la qualité de représentant légal, ainsi que le pouvoir de représentation légale dont chacun d'entre eux est investi,</p> <p>- pour les directeurs généraux personnes physiques : la date de naissance et la commune du domicile ;</p> <p>- pour les directeurs généraux personnes morales : la forme juridique, le registre de commerce compétent, le numéro d'immatriculation et l'adresse postale du siège social,</p> <p>- la liste des actionnaires prévue à l'article 3.1.13.</p> <p>(6) En outre, les documents suivants devront être remis à l'autorité en charge du registre :</p> <p>- les statuts,</p> <p>- le ou les reçus de libération des apports dus et, le cas échéant, le rapport d'expert mentionné à l'article 2.1.3 (7).</p> <p>(7) Toute modification ultérieure des informations indiquées au (5) ci-dessus, ainsi que la radiation de la société, feront l'objet d'une inscription au registre national selon les modalités et délais définis par la loi de l'État membre du siège statutaire.</p> <p>(8) La société acquiert sa personnalité morale à compter de la date d'immatriculation de la société au registre national susvisé.</p> <p>Commentaire :</p> <p>Le présent article recense les informations minimales qui doivent être communiquées par les fondateurs aux fins d'immatriculation, tout en opérant un renvoi au droit de l'Etat membre d'immatriculation applicable à son registre national. Une inscription en ligne devra être prévue ainsi qu'une actualisation des informations délivrées en vertu de la loi de</p>	<p>zu machen:</p> <p>– die Anschrift des Gesellschaftssitzes,</p> <p>– Vorname, Nachname, Geburtsdatum, Anschrift und Staatsangehörigkeit der zu Geschäftsführern und damit zu gesetzlichen Vertretern bestellten Personen einschließlich der ihnen zugewiesenen Vertretungsbefugnis;</p> <p>– für natürliche Personen als Geschäftsführer: Geburtsdatum und Wohnort;</p> <p>– für juristische Personen als Geschäftsführer: die Rechtsform, das zuständige Handelsregister, die Registrierungsnummer und die Anschrift des satzungsmäßigen Sitzes,</p> <p>– die gemäß Art. 3.1.13 vorgesehene Gesellschafterliste.</p> <p>(6) Darüber hinaus sind der Anmeldung folgende Unterlagen beizufügen:</p> <p>– die Satzung,</p> <p>– die Empfangsbestätigung oder -bestätigungen für die Erbringung der Einlagen und gegebenenfalls der unter Art. 2.1.3 Absatz 7 genannte Sachverständigenbericht.</p> <p>(7) Jede spätere Änderung der in Absatz 5 genannten Informationen sowie die Löschung der Gesellschaft werden nach dem Verfahren und den Fristen des mitgliedstaatlichen Rechts in das nationale Register eingetragen.</p> <p>(8) Die Gesellschaft erwirbt ihre Rechtspersönlichkeit ab dem Datum ihrer Eintragung in das oben genannte nationale Register.</p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Dieser Artikel regelt die Mindestangaben, die die Gründer für die Eintragung übermitteln müssen, wobei auf das Recht des Mitgliedstaats der Eintragung verwiesen wird, das für dessen nationales Register gilt.</p>
--	--

<p>l'Etat d'immatriculation. La règle traditionnelle de l'acquisition de la personnalité morale à compter de l'immatriculation est logiquement reprise.</p>	<p>Eine Online-Eintragung ist ebenso vorzusehen wie eine Aktualisierung der Informationen, die nach dem Recht des Eintragungsstaates zu übermitteln sind. Es gilt konsequenterweise die traditionelle Regel, wonach der Erwerb der Rechtspersönlichkeit mit der Eintragung einhergeht.</p>
<p>Article 2.1.7. La reprise des actes conclus pendant la période de formation</p> <p>(1) <i>La période de formation de la société correspond à la période précédant l'immatriculation de la société au registre national visé à l'article 2.1.6. ci-dessus.</i></p> <p>(2) <i>Les personnes ayant accompli des actes pour le compte d'une société en formation sont solidairement et indéfiniment responsables des actes accomplis au nom de celle-ci.</i></p> <p>(3) <i>La société en formation peut toutefois rétroactivement reprendre les actes accomplis pour son compte par les fondateurs sous les modalités suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>les engagements ont été pris au nom et pour le compte de la société en formation ;</i> - <i>et les actes ainsi accomplis ont, selon le cas :</i> <ul style="list-style-type: none"> * <i>s'agissant des actes accomplis antérieurement à la signature des statuts, été annexés aux statuts ;</i> * <i>s'agissant des actes accomplis postérieurement à la signature des statuts, été accomplis en vertu d'un mandat résultant des statuts ou consenti par acte séparé par tous les actionnaires fondateurs ; ce mandat peut être conféré au profit d'un actionnaire fondateur, d'un ou plusieurs directeurs généraux, voire d'un ou plusieurs tiers ;</i> <p>*<i>ou, quelle que soit leur date, ont fait l'objet d'une reprise par l'assemblée des associés dans le délai d'un an suivant l'immatriculation.</i></p>	<p>Artikel 2.1.7. Übernahme der während des Gründungszeitraums vorgenommenen Rechtsakte</p> <p>(1) <i>Der Gründungszeitraum der Gesellschaft entspricht dem Zeitraum, der der Eintragung der Gesellschaft in das in Artikel 2.1.6 genannte nationale Register vorausgeht.</i></p> <p>(2) <i>Personen, die für Rechnung und im Namen einer Gründungsgesellschaft gehandelt haben, haften hierfür gesamtschuldnerisch und unbegrenzt.</i></p> <p>(3) <i>Die Gesellschaft kann in die in ihrem Namen vorgenommenen Handlungen unter folgenden Bedingungen rückwirkend eintreten:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>es handelt sich um Verpflichtungen, die im Namen und für Rechnung der Gesellschaft eingegangen worden sind;</i> - <i>und die Handlungen sind,</i> <ul style="list-style-type: none"> * <i>in den Fällen, in denen sie vor Unterzeichnung der Satzung ausgeführt wurden, der Satzung beigefügt;</i> * <i>oder sie beruhen in den Fällen, in denen sie nach Unterzeichnung der Satzung ausgeführt wurden, auf einem in der Satzung bestimmten Auftrag oder einer gesondert erteilten Zustimmung aller Gründungsgesellschafter; ein solcher Auftrag kann einem Gründungsgesellschafter, einem oder mehreren Geschäftsführern oder einem oder mehreren Dritten übertragen werden;</i> <p>* <i>oder, unabhängig von ihrem Datum, innerhalb eines Jahres nach der Eintragung von der Gesellschafterversammlung übernommen worden.</i></p>

<p><i>(4) En cas de reprise, les personnes ayant agi pour le compte de la société en formation seront réputées n'avoir jamais souscrit personnellement lesdits actes ; ils n'encourront aucune responsabilité de ce chef.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>Une responsabilité solidaire des fondateurs à raison des actes accomplis pour le compte d'une société en formation est instituée. Toutefois le (3) prévoit un dispositif permettant facilement la reprise rétroactive (4) des actes accomplis au nom et pour le compte de la SES, lequel distingue pour ses modalités en fonction du moment de la reprise et/ou de l'accomplissement de l'acte repris (avant la signature des statuts, après la signature, après l'immatriculation).</p>	<p><i>(4) Im Falle einer Übernahme entfällt rückwirkend jede Haftung der Personen, die für Rechnung der Gründungsgesellschaft gehandelt haben; sie trifft in dieser Hinsicht keinerlei persönliche Verpflichtung mehr.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Die Vorschrift statuiert eine gesamtschuldnerische Haftung der Gründer für Handlungen, die für Rechnung der Gründungsgesellschaft vorgenommen wurden. Absatz 3 erlaubt eine unkomplizierte rückwirkende Übernahme der Handlungen, die für Rechnung und im Namen der SES vorgenommen worden sind, wobei nach dem Zeitpunkt der Übernahme und/oder der Ausführung der Handlung (vor oder nach Unterzeichnung der Satzung bzw. nach der Eintragung) unterschieden wird. Absatz 4 bekräftigt die Rückwirkung der Übernahme.</p>
<p>SECTION 3 ORGANISATION DE LA SES</p>	<p>ABSCHNITT 3 ORGANISATION DER SES</p>
<p>Article 3.1.1. Le fonctionnement de la SES</p> <p><i>(1) Les statuts conviennent librement du fonctionnement de la SES, sous réserve des dispositions impératives du présent chapitre relatif à la SES.</i></p> <p><i>(2) Les statuts peuvent notamment instituer des organes sociaux autres que le directeur général et l'assemblée des actionnaires, dont ils arrêtent les modalités de désignation et les fonctions ainsi que, dans l'ordre interne, les pouvoirs.</i></p> <p><i>(3) Le cas échéant, les statuts instituent un organe permettant en son sein une participation des travailleurs conforme aux modalités prévues par la loi du siège réel visées à l'article 1.1.2.</i></p> <p><i>(4) Un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement de la SES et de ses organes peut être établi aux conditions prévues par les</i></p>	<p>Artikel 3.1.1. Interne Organisation der SES</p> <p><i>(1) Die Satzung bestimmt, vorbehaltlich der zwingenden Vorschriften dieses Kapitels über die SES, frei über die interne Organisation der SES.</i></p> <p><i>(2) Die Satzung kann insbesondere neben den Geschäftsführern und der Gesellschafterversammlung weitere Organe einrichten, die Verfahren zu deren Bestellung und deren Aufgaben festlegen sowie ihre Befugnisse im Innenverhältnis regeln.</i></p> <p><i>(3) Gegebenenfalls sieht die Satzung ein Organ vor, das die Mitbestimmung der Arbeitnehmer gemäß den Verfahren ermöglicht, die das nach Art. 1.1.2 maßgebliche Recht am Verwaltungssitz vorschreibt.</i></p> <p><i>(4) Unter den in der Satzung geregelten Bedingungen kann eine Geschäftsordnung nähere Einzelheiten der internen Organisation der</i></p>

<p><i>statuts.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>La liberté contractuelle inhérente à la SES se ressent au (1) : il revient aux statuts, en sus des stipulations minimales essentielles, de convenir librement du fonctionnement de la SES, sous réserve des dispositions impératives du présent chapitre.</p> <p>A ce titre, des organes sociaux autres que le directeur général ou l'assemblée des actionnaires peuvent être institués, étant précisé que leurs pouvoirs ne pourront, en ce cas, valoir que dans l'ordre interne (2) s'agissant d'organes statutaires et non légaux.</p> <p>Un règlement intérieur peut naturellement être établi si les statuts ont prévu cette possibilité.</p>	<p><i>SES und ihrer Organe regeln.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Absatz 1 verdeutlicht die für die SES kennzeichnende Gestaltungsfreiheit: Die Satzung kann, über die wesentlichen Mindestvoraussetzungen hinaus und vorbehaltlich der zwingenden Vorschriften dieses Kapitels, die interne Organisation der SES frei regeln.</p> <p>Auf dieser Basis können neben den Geschäftsführern und der Gesellschafterversammlung weitere Organe eingerichtet werden, denen allerdings nur Befugnisse im Innenverhältnis zukommen können (Absatz 2), da sie kraft Satzung und nicht kraft Gesetzes geschaffen werden.</p> <p>Selbstverständlich kann auch eine Geschäftsordnung erlassen werden, wenn die Satzung diese Möglichkeit vorsieht.</p>
<p>Article 3.1.2 Direction de la société</p> <p><i>(1) La société est, en toute hypothèse, représentée à l'égard des tiers par un ou plusieurs directeurs généraux. Le nombre de directeurs généraux est précisé dans les statuts. Le ou les premiers directeurs généraux sont nommés par les actionnaires. La loi nationale régissant la forme sociale de référence fixe le titre de la personne remplissant l'office de directeur général.</i></p> <p><i>(2) Le directeur général est seul habilité à représenter la société à l'égard des tiers. Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstances au nom de la SES. Dans le cas où plusieurs directeurs généraux ont été nommés, chacun détient individuellement ce pouvoir de représentation ; toutefois, les statuts peuvent prévoir qu'un directeur général de la SES n'est investi que d'un pouvoir de représentation ensemble avec un deuxième directeur général, et les actionnaires peuvent ainsi limiter le pouvoir de</i></p>	<p>Artikel 3.1.2 Geschäftsführung der Gesellschaft</p> <p><i>(1) Die Gesellschaft wird in jedem Fall gegenüber Dritten durch einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten. Die Anzahl der Geschäftsführer wird in der Satzung festgelegt. Die ersten Geschäftsführer werden von den Gesellschaftern ernannt. Das nationale Recht der Referenzrechtsform bestimmt den Titel der Person, die die Funktion des Geschäftsführers wahrnimmt.</i></p> <p><i>(2) Der Geschäftsführer ist für sich allein berechtigt, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten. Er ist mit unbeschränkten Befugnissen ausgestattet, um unter allen Umständen im Namen der SES zu handeln. Wurde mehr als ein Geschäftsführer bestellt, so hat jeder einzelne eine solche Vertretungsmacht; die Satzung kann jedoch vorsehen, dass ein Geschäftsführer der SES nur zusammen mit einem anderen Geschäftsführer zur Vertretung befugt ist, in derselben Weise können die Gesellschafter die Vertretungsmacht eines Geschäftsführers</i></p>

représentation de tout directeur général à tout moment moyennant résolution d'actionnaires. Lorsqu'une telle limitation du pouvoir de représentation a été opérée, le directeur général est alors appelé « codirecteur général » ; il doit être fait mention de cette qualité conjointe au registre visé à l'article 2.1.6.

(3) Tout directeur général exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que ce chapitre ou les statuts attribuent à la collectivité des actionnaires. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes de son directeur général, qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les clauses statutaires limitant les pouvoirs des directeurs ou codirecteurs généraux ne sont pas opposables aux tiers.

(4) L'assemblée des actionnaires peut, le cas échéant, donner par voie de résolution des instructions générales ou spéciales contraignantes à destination des directeurs généraux. Ceux-ci sont alors tenus de s'y conformer, pourvu qu'elles ne soient pas illégales. Le respect d'une instruction exonère le directeur général de toute responsabilité envers la société. Les instructions sont toutefois inopposables aux tiers, ces derniers ne pouvant se prévaloir ni de leur observation ni de leur violation.

(5) Le directeur général est tenu d'établir un compte-rendu de ses actes de gestion, au moins une fois par an et en vue de l'assemblée devant approuver les comptes annuels de la SES.

(6) Le directeur général peut solliciter l'approbation des actes de gestion dont il a rendu compte par voie de résolution de l'assemblée des associés. Cette approbation du compte-rendu de gestion exonère le directeur général de toute responsabilité envers la société à raison

jederzeit durch Beschluss einschränken. Ist die Vertretungsmacht in diesem Sinne eingeschränkt, so wird der Geschäftsführer als „Mitgeschäftsführer“ bezeichnet; diese gemeinschaftliche Vertretungsmacht ist in dem in Artikel 2.1.6 genannten Register einzutragen.

(3) Jeder Geschäftsführer übt seine Befugnisse im Rahmen des Unternehmensgegenstandes und vorbehaltlich der Befugnisse aus, die dieses Kapitel oder die Satzung den Gesellschaftern zuweist. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft auch durch Handlungen des Geschäftsführers gebunden, die außerhalb des Unternehmensgegenstands liegen, wenn sie nicht beweist, dass der Dritte diese Überschreitung kannte oder infolge grober Fahrlässigkeit nicht kannte, wobei die bloße Veröffentlichung der Satzung als Beweis nicht genügt. Satzungsvorschriften, die die Befugnisse von Geschäftsführern oder Mitgeschäftsführern einschränken, sind Dritten gegenüber unwirksam.

(4) Die Gesellschafterversammlung kann den Geschäftsführern gegebenenfalls durch Beschluss allgemeine oder besondere bindende Weisungen erteilen. Diese sind zur Einhaltung der Weisungen verpflichtet, sofern sie nicht rechtswidrig sind. Die Beachtung einer Weisung schließt die Haftung der Geschäftsführer gegenüber der Gesellschaft aus. Die Weisungen können jedoch Dritten nicht entgegengehalten werden; diese können sich weder auf ihre Einhaltung noch auf ihre Verletzung berufen.

(5) Der Geschäftsführer ist verpflichtet, mindestens einmal jährlich einen Bericht über seine Geschäftsführungstätigkeit für die Gesellschafterversammlung, die über die Feststellung des Jahresabschlusses der SES beschließt, zu erstellen.

(6) Der Geschäftsführer kann um Billigung der von ihm berichteten Geschäftsführungstätigkeit durch Beschluss der

d'actes ou d'omissions survenus pendant la période couverte par le compte-rendu visé à l'alinéa (5), au titre des actes de gestions dont il a été rendu compte.

Commentaire :

A l'instar du président d'une société par actions simplifiée française (SAS), le directeur général de la SES incarne le pouvoir légal de représentation en toutes circonstances de la société à l'égard des tiers (1), et ce même au-delà des limites de l'objet social (3) suivant la règle déjà connue du droit européen (art. 9 de la directive 2017/1132 du 14 juin 2007, reprenant l'article 10 de la directive du 9 mars 1968).

Aux fins de clarté, il est prévu que, lorsque plusieurs directeurs généraux sont désignés en vertu des statuts, chacun détient individuellement ce pouvoir de représentation de façon concurrente. A l'inverse et si les statuts décident d'un pouvoir de représentation conjoint et non concurrent, les intéressés devront alors s'annoncer erga omnes comme simples « codirecteurs généraux » auquel cas un régime de double signature (mais pas davantage) s'ensuivra.

La possibilité pour l'assemblée d'adresser des instructions contraignantes au directeur général a été prévue, celles-ci exonérant le directeur général de toute responsabilité à raison de leur observation mais dans le seul ordre interne.

Le directeur général est tenu d'une obligation de reddition de comptes, au minimum annuelle, en vue de l'assemblée d'approbation des comptes ; il a la possibilité de solliciter une résolution de quitus de sa gestion au titre des actes de gestion dont il est rendu compte.

Gesellschafterversammlung ersuchen. Diese Billigung des Geschäftsführungsberichts schließt gegenüber der Gesellschaft jede Haftung des Geschäftsführers für Handlungen oder Unterlassungen während des in Absatz 5 genannten Berichtszeitraums aus, soweit über die betreffenden Vorgänge Rechenschaft abgelegt wurde.

Erläuterungen:

Ebenso wie dem Präsidenten einer französischen *Société par actions simplifiée* (SAS), kommt dem Geschäftsführer der SES in jeder Lage die gesetzliche Vertretungsmacht der Gesellschaft gegenüber Dritten zu (Absatz 1), und dies – gemäß der aus dem Europarecht bekannten Grundregel (Artikel 9 der Richtlinie 2017/1132 vom 14. Juni 2007, der Artikel 10 der Richtlinie vom 9. März 1968 ersetzt) – selbst über die Grenzen des Unternehmensgegenstandes hinaus (Absatz 3).

Die Vorschrift stellt klar, dass bei einer Bestellung von mehreren Geschäftsführern jeder von ihnen Einzelvertretungsmacht besitzt. Sofern die Satzung eine Gesamtvertretung regelt, müssen die Geschäftsführer mit Wirkung gegenüber jedermann als bloße „Mitgeschäftsführer“ bezeichnet werden; in diesem Fall ist jeweils eine Gegenzeichnung erforderlich (aber nicht mehr).

Die Gesellschafterversammlung kann den Geschäftsführern verbindliche Weisungen erteilen, bei deren Befolgung die Geschäftsführer im im Innenverhältnis von jeder Haftung befreit sind.

Der Geschäftsführer hat mindestens einmal jährlich für die Gesellschafterversammlung, die über die Feststellung des Jahresabschlusses beschließen soll, Rechenschaft abzulegen; er kann bezüglich der berichteten Geschäftsführungstätigkeit um Entlastung ersuchen.

Article 3.1.4. Le directeur général

(1) Sous réserve de l'alinéa suivant, toute personne, physique ou

Artikel 3.1.4. Der Geschäftsführer

(1) Vorbehaltlich des folgenden Absatzes kann jede natürliche oder

morale, peut exercer les fonctions de directeur général d'une SES. Un directeur général est nommé pour une durée indéterminée, sauf indication contraire dans la décision des actionnaires le nommant ou dans les statuts. Un actionnaire peut devenir directeur général. Les incompatibilités, déchéances ou interdictions attachées à l'exercice des fonctions de directeur général sont fixées par le droit de l'Etat membre d'immatriculation.

(2) La personne morale directeur général désigne un représentant personne physique, lequel exerce ses pouvoirs et est soumis aux mêmes devoirs et responsabilités. Une personne qui ne serait pas habilitée à exercer les fonctions de directeur général au sens de l'alinéa précédent ne saurait être représentant d'un directeur général personne morale.

(3) A moins qu'il n'en soit autrement convenu dans les statuts, le directeur général est désigné par les actionnaires par un vote à la majorité simple, et peut être révoqué dans les mêmes conditions, sans qu'il soit exigé de juste motif.

Commentaire :

Toute personne physique ou morale, actionnaire ou non, peut devenir directeur général, et ce sous réserve d'éventuelles incompatibilités ou déchéances ou interdictions prévues par la loi du siège statutaire.

La nomination résulte, en principe, d'une décision prise à la majorité simple (3), pour une durée indéterminée qui peut prendre fin dans les mêmes conditions, et ce ad nutum.

La personne morale investie des fonctions de directeur général est représentée par une personne physique qui exerce les pouvoirs inhérents à cette fonction, en embrasse les devoirs et en encourt les mêmes responsabilités (2).

juristische Person die Aufgaben des Geschäftsführers einer SES wahrnehmen. Ein Geschäftsführer wird auf unbestimmte Zeit ernannt, sofern nicht der Bestellungsbeschluss der Gesellschafter oder die Satzung etwas Anderes bestimmen. Ein Gesellschafter kann Geschäftsführer werden. Unvereinbarkeiten, Verwirkungen oder Verbote hinsichtlich der Wahrnehmung der Aufgaben eines Geschäftsführers bestimmen sich nach dem Recht des Mitgliedstaats der Eintragung.

(2) Ist eine juristische Person zum Geschäftsführer bestellt, so benennt sie eine natürliche Person, die ihre Befugnisse wahrnimmt und denselben Verpflichtungen und derselben Haftung unterliegt. Eine Person, die nicht berechtigt ist, die Aufgaben des Geschäftsführers im Sinne des vorstehenden Absatzes wahrzunehmen, kann nicht Vertreter einer juristischen Person, die Geschäftsführer ist, sein.

(3) Vorbehaltlich einer anderweitigen Regelung in der Satzung, wird der Geschäftsführer durch einen Gesellschafterbeschluss mit einfacher Mehrheit bestellt und ebenso abberufen, ohne dass hierfür ein besonderer Grund erforderlich ist.

Erläuterungen:

Jede natürliche oder juristische Person, gleichgültig ob sie Gesellschafter ist oder nicht, kann Geschäftsführer werden, vorbehaltlich etwaiger Unvereinbarkeiten, Verwirkungen oder Verbote, die das Recht am Satzungssitz der Gesellschaft vorsieht.

Die Bestellung erfolgt grundsätzlich durch einen Beschluss mit einfacher Mehrheit (Absatz 3) auf unbestimmte Zeit; sie kann unter denselben Voraussetzungen jederzeit beendet werden. Wird eine juristische Person zum Geschäftsführer bestellt, so wird sie durch eine natürliche Person vertreten, welche die mit der Geschäftsführung verbundenen Befugnisse übernimmt und den damit verbundenen Pflichten ebenso

	wie der Haftung unterliegt (Absatz 2).
<p>Article 3.1.5. Responsabilité du directeur général</p> <p><i>(1) Le directeur général est tenu de servir au mieux les intérêts de la SES et avec loyauté. Il agit avec la diligence qui peut être raisonnablement exigée pour la conduite de la société d'un directeur général placé dans la même situation.</i></p> <p><i>(2) A l'égard des décisions d'ordre commercial ou stratégique qui relèvent de sa liberté de gestion, le directeur général est présumé avoir agi avec loyauté et diligence, dès lors que, au moment où ladite décision a été prise, il a agi de bonne foi, en dehors de tout conflit d'intérêt et au vu d'éléments d'information suffisants.</i></p> <p><i>(3) Le directeur général est responsable envers la SES des agissements contraires à ces devoirs, ainsi que de tout acte ou omission commis en violation de ses obligations au titre du présent chapitre, ou des statuts de la SES, et causant un préjudice à la SES. Si ces agissements, actes ou omissions sont le fait de plusieurs directeurs généraux, tous les directeurs généraux concernés sont solidairement responsables. Dans ce cadre, tout actionnaire peut agir en responsabilité à l'encontre des directeurs généraux au nom et pour le compte de la SES.</i></p> <p><i>(4) Lorsqu'une personne morale assure la fonction de directeur général, le représentant de la personne morale est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait la gestion en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité de la personne morale qui l'a désigné.</i></p> <p><i>(5) Sans préjudice des présentes dispositions, la responsabilité des dirigeants est régie par le droit de l'Etat membre d'immatriculation applicable à la forme sociale de référence.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>Il a paru opportun de prévoir qu'un directeur général est tenu de</p>	<p>Artikel 3.1.5. Haftung des Geschäftsführers</p> <p><i>(1) Der Geschäftsführer ist verpflichtet, den Interessen der SES bestmöglich und mit Loyalität zu dienen. Er handelt mit derjenigen Sorgfalt, die vernünftigerweise für die Geschäftsführung der Gesellschaft von einem Geschäftsführer in vergleichbarer Situation verlangt werden kann.</i></p> <p><i>(2) Bei unternehmerischen oder strategischen Entscheidungen, die in seine Geschäftsführungsfreiheit fallen, wird ein loyales und sorgfältiges Handeln des Geschäftsführers vermutet, wenn er zum Zeitpunkt der Entscheidung nach bestem Wissen und Gewissen, frei von Interessenkonflikten und auf der Grundlage angemessener Informationen gehandelt hat.</i></p> <p><i>(3) Der Geschäftsführer haftet gegenüber der SES für jedes Verhalten, das diesen Pflichten zuwiderläuft, sowie für Handlungen oder Unterlassungen, die er unter Verletzung seiner Verpflichtungen aus diesem Kapitel oder der Satzung der SES begangen hat, und die der SES einen Schaden verursacht haben. Wurden das Verhalten, die Handlungen oder Unterlassungen von mehreren Geschäftsführern begangen, so haften alle diese Geschäftsführer als Gesamtschuldner. In diesem Rahmen kann jeder Gesellschafter gegenüber den Geschäftsführern deren Haftung im Namen und für Rechnung der SES geltend machen.</i></p> <p><i>(4) Wurde eine juristische Person zum Geschäftsführer bestellt, so unterliegt ihr Vertreter denselben Anforderungen und Pflichten und trägt unbeschadet der Verantwortlichkeit der juristischen Person, die sie benannt hat, dieselbe zivil- und strafrechtliche Verantwortung, wie wenn sie die Geschäftsführung in eigenem Namen ausüben würde.</i></p> <p><i>(5) Über diese Vorschriften hinaus gilt für die Haftung der</i></p>

<p>respecter des devoirs incombant à tout administrateur de société : la loyauté, d'une part, et la diligence, d'autre part (1).</p> <p>Une innovation pour certains Etats membres pourrait toutefois résulter de l'introduction d'une « business judgment rule » offrant une protection raisonnée au directeur général qui a agi de bonne foi, en dehors de tout conflit d'intérêts et au vu d'éléments d'informations suffisants. En ce cas, il serait présumé avoir agi avec diligence et loyauté à l'égard des décisions à caractère commercial ou stratégique relevant de sa liberté de gestion : il s'agit d'une présomption simple donc de nature à encourager la libre entreprise et en aucun cas siège d'une irresponsabilité pour le directeur général (2). Puisqu'il est permis que les personnes morales puissent être désignées comme administrateur du SES, la personne physique qui les représente sera soumise aux mêmes devoirs et responsabilités de tout administrateur sans préjudice de la responsabilité de la personne morale (4).</p>	<p><i>Geschäftsführer das Recht der Referenzrechtsform des Mitgliedsstaates der Eintragung.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Es erschien angezeigt, die vom Geschäftsführer zu beachtenden Pflichten in derselben Weise zu regeln wie bei einem jeden Geschäftsleiter einer Gesellschaft: Loyalität einerseits und Sorgfalt andererseits (Absatz 1).</p> <p>Für einige Mitgliedstaaten könnte sich aus der Einführung einer „business judgment rule“ eine Neuerung ergeben, die dem Geschäftsführer, der nach bestem Wissen und Gewissen, frei von Interessenkonflikten und auf Grundlage angemessener Informationen gehandelt hat, einen vernünftigen Schutz bietet. In diesem Fall ist davon auszugehen, dass er im Rahmen seines Geschäftsführungsermessens unternehmerische oder strategische Entscheidungen sorgfältig und loyal getroffen hat: Es handelt sich um eine widerlegbare Vermutung, die der unternehmerischen Freiheit dient, keinesfalls aber unverantwortliches Handeln der Geschäftsführer legitimiert (Absatz 2). Da juristische Personen zum Geschäftsführer einer SES bestellt werden können, unterliegt die sie vertretende natürliche Person, unbeschadet der Haftung der juristischen Person, den gleichen Pflichten und der gleichen Haftung wie ein Geschäftsleiter (Absatz 4).</p>
<p>Article 3.1.6. SES faisant partie d'un groupe</p> <p><i>(1) Si une autre société (ci-après dénommée « société contrôlante ») possède une majorité des actions ou une majorité des droits de vote d'une SES (ci-après dénommée « société contrôlée ») et si elle exerce une influence prépondérante sur la gestion de la société dominée dans le cadre d'une politique économique cohérente, ces sociétés constituent un groupe. Dans le cas où plusieurs sociétés dominantes et dominées sont liées selon les mêmes critères, elles forment ensemble également</i></p>	<p>Artikel 3.1.6. Die SES in der Unternehmensgruppe</p> <p><i>(1) Besitzt eine andere Gesellschaft (nachstehend „herrschende Gesellschaft“) die Mehrheit der Geschäftsanteile oder der Stimmrechte einer SES (nachstehend „beherrschte Gesellschaft“) und übt sie im Rahmen einer kohärenten Unternehmenspolitik einen maßgeblichen Einfluss auf die Führung der beherrschten Gesellschaft aus, so bilden diese Gesellschaften eine Unternehmensgruppe. Wenn mehrere herrschende und beherrschte Gesellschaften auf diese Art miteinander</i></p>

un groupe.

(2) Lorsque l'alinéa 1^{er} est applicable, le respect des devoirs incombant au directeur général de la SES contrôlée en vertu de l'article 3.1.5 est apprécié à la lumière de l'intérêt de l'ensemble des sociétés du groupe.

(3) L'alinéa 2 n'est pas applicable lorsque les sociétés constituant le groupe ont prévu par contrat que la société contrôleuse sera tenue de supporter les pertes de la SES contrôlée.

Commentaire :

Ayant une nature transnationale, la SES sera souvent créée par un fondateur souhaitant établir une société à l'étranger en utilisant une structure juridique qui est reconnue dans les deux pays concernés. Par conséquent, dans la plupart des cas pratiques, la création d'une SES dans un autre État équivaut à la création d'un groupe de sociétés transfrontalier. ~~A cause de cela,~~ Par conséquent, le statut de la SES devrait offrir un cadre juridique pour la gestion d'un groupe de sociétés. Dans un groupe, la recherche d'un intérêt propre à chaque société du groupe doit être adaptée à l'intérêt du groupe dans son ensemble. Chaque société profite des avantages créés par la coopération et doit, le cas échéant, en supporter certaines conséquences. L'article 3.1.6. essaie d'établir un équilibre entre les intérêts propres à chaque société et l'intérêt du groupe. Il s'inspire de l'arrêt rendu par la Cour de cassation dans l'affaire « Rozenblum » (Cass. crim., 4 février 1985, n°84-91.581). Cette solution paraît plus souple que le droit allemand qui essaie de résoudre les conflits intra-groupe dans des SARL faisant partie d'un groupe par le principe de bonne foi. Toutefois, l'article présuppose la possibilité de conclure un contrat de domination connu du droit allemand, entraînant l'obligation de supporter les pertes de la filiale, auquel cas la jurisprudence « Rozenblum » sera sans objet.

verbunden sind, bilden sie gleichfalls gemeinsam eine Gruppe.

(2) Ist Absatz 1 anwendbar, so beurteilt sich die in Artikel 3.1.5 geregelte Pflichtenstellung des Geschäftsführers der beherrschten SES im Lichte des Interesses der Gesamtheit der Gesellschaften, die der Unternehmensgruppe angehören.

(3) Absatz 2 findet keine Anwendung, wenn die Gesellschaften, die die Gruppe bilden, vertraglich bestimmt haben, dass die herrschende Gesellschaft die Verluste der beherrschten SES trägt.

Erläuterungen:

Angesichts ihres transnationalen Charakters wird die SES oft von einem Gründer errichtet werden, der eine Gesellschaft im Ausland errichten und dafür eine in beiden betroffenen Ländern anerkannte Rechtsstruktur nutzen möchte. Daher ist mit der Gründung einer SES in einem anderen Staat in den meisten Fällen die Bildung einer grenzüberschreitenden Unternehmensgruppe verbunden. Demzufolge sollte das Statut der SES einen rechtlichen Rahmen für die Führung einer Unternehmensgruppe bieten. In einer Unternehmensgruppe muss an die Stelle der Frage nach einem Eigeninteresse jeder einzelnen Gesellschaft die Suche nach dem Interesse der Unternehmensgruppe als Ganzes treten. Jede Gesellschaft profitiert von den Vorteilen, die sich aus der Zusammenarbeit ergeben, und muss daraus gegebenenfalls bestimmte Konsequenzen tragen. Art. 3.1.6. versucht, ein Gleichgewicht zwischen den Interessen der einzelnen Gesellschaften und dem Interesse der Unternehmensgruppe herzustellen. Die Vorschrift stützt sich auf Gedanken aus dem Urteil des Kassationsgerichts in der Rechtssache „Rozenblum“ (Cass. crim., 4. Februar 1985, Nr. 84-91.581). Diese Lösung erscheint flexibler als das deutsche Recht, das Konflikte in einer GmbH-Unternehmensgruppe durch die Treuepflicht zu lösen versucht. Die Vorschrift setzt aber auch die Möglichkeit voraus, einen dem deutschen Recht bekannten

	Beherrschungsvertrag zu schließen, der eine Pflicht zur Übernahme der Verluste der Tochtergesellschaft mit sich bringt, sodass die „Rozenblum“-Grundsätze hinfällig sind.
<p>Article 3.1.7. Décisions collectives</p> <p>(1) Les décisions suivantes sont prises par une résolution des actionnaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modification des statuts ; - approbation des comptes annuels ; - approbation de la gestion ; - distribution aux actionnaires ; - nomination et révocation du directeur général ; - rémunération, le cas échéant, du directeur général ; - nomination et révocation du commissaire aux comptes, le cas échéant ; - rachat d'actions par la société ; - transformation de la SES ; - transfert de siège statutaire ; - fusions et scissions de la SES, le cas échéant transfrontalières ; - dissolution et liquidation de la SES. <p>Les statuts peuvent prévoir d'autres matières ou décisions qui doivent faire l'objet d'une résolution des actionnaires.</p> <p>(2) Les résolutions sont adoptées à une majorité simple des droits de vote attachés aux actions émises par la société, à moins que les statuts n'exigent une majorité plus importante.</p> <p>(3) Sous réserve des cas visés aux articles 3.1.14 (2) et 3.1.15 (4), toute modification des statuts de la SES doit faire l'objet d'une résolution des actionnaires adoptée à une majorité qualifiée, prévue par les statuts</p>	<p>Artikel 3.1.7. Gesellschafterbeschlüsse</p> <p>(1) Die folgenden Entscheidungen werden durch einen Beschluss der Gesellschafter getroffen:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Änderung der Satzung; – Feststellung des Jahresabschlusses; – Entlastung der Verwaltung; – Ausschüttung an die Gesellschafter; – Bestellung und Abberufung des Geschäftsführers; – gegebenenfalls die Vergütung des Geschäftsführers; – gegebenenfalls Bestellung und Abberufung des Abschlussprüfers; – Rückkauf von Geschäftsanteilen durch die Gesellschaft; – Formwechsel der SES; – Verlegung des satzungsmäßigen Sitzes; – Verschmelzung und Spaltung der SES, gegebenenfalls grenzüberschreitend; – Auflösung und Liquidation der SES. <p>Die Satzung kann weitere Angelegenheiten oder Entscheidungen zum Gegenstand eines Beschlusses der Gesellschafter machen.</p> <p>(2) Soweit die Satzung keine größere Mehrheit verlangt, werden Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der Stimmrechte gefasst, die mit den von der Gesellschaft ausgegebenen Geschäftsanteilen verbunden sind.</p> <p>(3) Vorbehaltlich der in Artikel 3.1.14 Absatz 2 und Artikel 3.1.15 Absatz</p>

ou, le cas échéant, à celle imposée par le droit de l'Etat membre d'immatriculation applicable à la forme sociale de référence.

(4) Les résolutions adoptées en violation du présent chapitre ou des statuts de la SES peuvent être contestées par tout actionnaire, selon les modalités du droit de l'Etat membre d'immatriculation applicable à la forme sociale de référence.

Commentaire :

L'article énumère les décisions qui doivent être prises par les actionnaires, sous réserve de stipulations dérogatoires dans les statuts lorsque cela est possible (1).

Ces prérogatives doivent être respectées par les autres organes, notamment par le directeur général.

De plus, l'article confirme le principe de la majorité qui existe dans toutes les sociétés de capitaux (2), tant en France qu'en Allemagne.

La modification des statuts ainsi que toutes les restructurations (fusion, scission, transformation) sont assujetties à des majorités qualifiées, prévues par les statuts ou imposées par le droit national applicable à la forme sociale de référence (3).

Pour la contestation des résolutions des actionnaires, le statut sur la SES fait référence au droit national applicable, parce qu'un tel litige est étroitement lié aux exigences des droits nationaux en matière de procédure civile.

4 genannten Fälle ist jede Änderung der Satzung der SES Gegenstand eines Gesellschafterbeschlusses, der mit qualifizierter Mehrheit gemäß der Satzung oder gegebenenfalls gemäß dem auf die Referenzrechtsform anwendbaren Recht des Mitgliedstaates der Eintragung gefasst wird.

(4) Beschlüsse, die unter Verstoß gegen dieses Kapitel oder die Satzung der SES gefasst werden, können von jedem Gesellschafter nach dem auf die Referenzrechtsform anwendbaren Recht des Mitgliedsstaates der Eintragung angefochten werden.

Erläuterungen:

Der Artikel benennt, vorbehaltlich abweichender Satzungsregelung, die von den Gesellschaftern zu treffenden Entscheidungen (Absatz 1).

Diese Befugnisse müssen von den anderen Organen, insbesondere vom Geschäftsführer, respektiert werden.

Darüber hinaus bestätigt der Artikel das Mehrheitsprinzip, das in allen Kapitalgesellschaften, sowohl in Frankreich als auch in Deutschland, besteht (Absatz 2).

Änderungen der Satzung und alle Umwandlungen (Verschmelzung, Spaltung, Formwechsel) unterliegen qualifizierten Mehrheiten, die in der Satzung vorgesehen sind oder nach nationalem Recht für die Referenzrechtsform gelten (Absatz 3).

Für die Anfechtung der Gesellschafterbeschlüsse bezieht sich das SES-Statut auf das anwendbare nationale Recht, da ein solcher Streit eng mit den Regelungen des nationalen Zivilprozessrechts verknüpft ist.

Article 3.1.8. L'assemblée des actionnaires

(1) Les statuts arrêtent librement les formes et conditions requises pour l'adoption des décisions collectives des actionnaires, sous réserve des dispositions des alinéa 2 et 3.

A défaut, les règles de la forme sociale de référence sont applicables à ces questions.

(2) Les actionnaires détenant, ensemble ou individuellement, au moins 5 % des droits de vote attachés aux actions de la société ont le droit de demander au directeur général d'inscrire à l'ordre du jour de l'assemblée des actionnaires une proposition de résolution, au plus tard 15 jours avant la tenue de cette assemblée.

Ils ont également le droit de demander au directeur général de convoquer une assemblée des actionnaires sur un ordre du jour qu'ils déterminent, si aucune assemblée ne s'est tenue depuis plus d'un an ; en ce cas, et faute pour le directeur général de procéder à une telle convocation dans les 15 jours suivant la réception de la demande, les actionnaires concernés sont eux-mêmes habilités à convoquer ladite assemblée.

(3) Un actionnaire qui est également dirigeant de la société ne peut exercer son droit de vote relativement à l'approbation de sa propre gestion au cas visé à l'article 3.1.2. Les statuts peuvent déterminer d'autres situations de conflits d'intérêts dans lesquelles un actionnaire ne saurait exercer son droit de vote.

Commentaire :

Dans la SES, les actionnaires ont la plus grande marge de liberté pour arrêter les formes et conditions requises pour l'adoption des décisions collectives. Cette liberté existe tant en droit français qu'en droit allemand (1). Il convient cependant de prévoir un cadre juridique subsidiaire pour

Artikel 3.1.8. Die Gesellschafterversammlung

(1) Vorbehaltlich der Absätze 2 und 3 bestimmt die Satzung frei über die Formen und Bedingungen, die für die Fassung von Gesellschafterbeschlüssen erforderlich sind.

Andernfalls gelten für diese Fragen die Regeln der Referenzrechtsform.

(2) Gesellschafter, die zusammen oder einzeln mindestens 5 % der Stimmrechte halten, die mit den Geschäftsanteilen der Gesellschaft verbunden sind, können vom Geschäftsführer spätestens 15 Tage vor einer Gesellschafterversammlung verlangen, einen Beschlussvorschlag in die Tagesordnung dieser Versammlung aufzunehmen.

Sie können außerdem vom Geschäftsführer verlangen, eine Gesellschafterversammlung mit einer von ihnen festgelegten Tagesordnung einzuberufen, wenn seit mehr als einem Jahr keine Versammlung mehr stattgefunden hat; wenn in einem solchen Fall der Geschäftsführer innerhalb von 15 Tagen nach Eingang des Verlangens keine Gesellschafterversammlung einberufen hat, sind die Gesellschafter selbst befugt, eine solche Versammlung einzuberufen.

(3) Ein Gesellschafter, der zugleich Geschäftsführer der Gesellschaft ist, darf sein Stimmrecht in dem in Artikel 3.1.2 genannten Fall nicht für die Billigung seiner eigenen Geschäftsführung ausüben. Die Satzung kann andere Interessenkonflikte bestimmen, in denen ein Gesellschafter sein Stimmrecht nicht ausüben darf.

Erläuterungen:

In der SES haben die Gesellschafter den größtmöglichen Freiraum bei der Festlegung der Formen und Bedingungen, die für die Fassung von Gesellschafterbeschlüssen erforderlich sind. Diese Freiheit besteht sowohl im französischen als auch im deutschen Recht (Absatz 1). Allerdings sollte ein subsidiärer Rechtsrahmen geschaffen werden, wenn die Satzung der SES keine Regeln für die Fassung von

<p>le cas où les statuts de la SES ne contiendraient pas de règles pour l'adoption des décisions collectives des actionnaires, auquel cas, le droit national de la forme sociale de référence s'appliquera.</p> <p>En toute hypothèse, il paraît utile d'instituer une protection de nature impérative des actionnaires minoritaires détenant 5% au moins du capital en leur permettant d'inscrire à l'ordre du jour une proposition de résolution voire, en dernier ressort, de se substituer au directeur général défaillant pour convoquer une assemblée si aucune ne s'est tenue depuis plus d'un an (2).</p>	<p>Gesellschafterbeschlüssen vorsieht; in diesem Fall gilt das nationale Recht der Referenzrechtsform.</p> <p>Sinnvoll erscheint eine zwingende Regelung zu Gunsten von Minderheitsgesellschaftern, die mindestens 5 % des Kapitals halten, wonach sie eine Beschlussvorlage auf die Tagesordnung setzen lassen oder als letztes Mittel an Stelle des säumigen Geschäftsführers eine Gesellschafterversammlung einberufen können, wenn mehr als ein Jahr lang keine Versammlung mehr abgehalten wurde (Absatz 2).</p>
<p>Article 3.1.9. Droit d'information</p> <p><i>(1) Le directeur général, ou le cas échéant, le président de l'assemblée communique au plus tard au moment de la convocation à tous les actionnaires l'ensemble des informations de nature à leur permettre de voter de façon éclairée ainsi que les propositions de résolutions à l'ordre du jour.</i></p> <p><i>(2) Durant l'assemblée, chaque actionnaire a le droit d'être dûment informé et de poser des questions au directeur général concernant les résolutions, les comptes annuels et toute autre matière se rapportant aux activités de la société.</i></p> <p><i>(3) Les statuts peuvent prévoir les modalités suivant lesquelles les actionnaires pourront poser des questions écrites au directeur général auxquelles il devra être répondu, au plus tard, lors de l'assemblée.</i></p> <p><i>(4) Le directeur général ne peut refuser l'accès aux informations que si, en y donnant accès, un tel accès risquait de nuire gravement aux intérêts commerciaux de la SES.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>Le droit français et le droit allemand connaissent un droit d'information de l'actionnaire au titre du droit fondamental de participer aux décisions</p>	<p>Artikel 3.1.9. Informationsrecht</p> <p><i>(1) Der Geschäftsführer oder gegebenenfalls der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung übermittelt allen Gesellschaftern spätestens zum Zeitpunkt der Einberufung alle Informationen, die erforderlich sind, damit sie in informierter Weise abstimmen können, sowie die Beschlussvorschläge auf der Tagesordnung.</i></p> <p><i>(2) Während der Versammlung hat jeder Gesellschafter das Recht, gebührend informiert zu werden und dem Geschäftsführer Fragen zu Beschlüssen, dem Jahresabschluss und sonstigen Gegenständen im Zusammenhang mit der Tätigkeit der Gesellschaft zu stellen.</i></p> <p><i>(3) Die Satzung kann Einzelheiten vorsehen, denen zufolge die Gesellschafter schriftliche Fragen an den Geschäftsführer stellen können, die spätestens in der Versammlung zu beantworten sind.</i></p> <p><i>(4) Der Geschäftsführer kann den Zugang zu Informationen nur verweigern, wenn ein solcher Zugang den wirtschaftlichen Interessen der SES einen nicht unerheblichen Nachteil zuzufügen droht.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Das französische und das deutsche Recht kennen ein Recht auf Information des Gesellschafters als Grundrecht zur Teilhabe an den</p>

<p>collectives. En France, le droit d'information s'exerce par écrit et s'étend aux documents énumérés dans la loi. En Allemagne, le droit d'information dans une SARL est plus étendu : chaque associé a le droit de se renseigner à tout moment auprès des dirigeants sur les affaires de la société (§ 51a GmbH). Pour la SES, une solution intermédiaire a été adoptée : les actionnaires jouissent d'un droit d'information légale qui vise, notamment, la préparation des assemblées ; les statuts peuvent élargir le droit d'information à un droit de poser des questions. Le droit d'information est limité par l'intérêt de la société dans la mesure où l'accès à l'information risquerait de nuire gravement aux intérêts commerciaux de la SES. Cette dernière disposition s'inspire du droit allemand (§ 51a al. 2 GmbH).</p>	<p>gemeinsamen Entscheidungen. In Frankreich wird das Auskunftsrecht schriftlich ausgeübt und erstreckt sich auf die im Gesetz ausdrücklich genannten Dokumente. In Deutschland ist das Recht auf Information in einer GmbH umfassender: Jeder Gesellschafter hat das Recht, sich jederzeit von den Geschäftsführern über die Angelegenheiten der Gesellschaft informieren zu lassen (§ 51a GmbHG). Für die SES wurde eine Zwischenlösung geregelt: Die Gesellschafter erhalten ein gesetzliches Recht auf Information, das insbesondere auf die Vorbereitung der Gesellschafterversammlung gerichtet ist; die Satzung kann das Recht auf Information zu einem Fragerecht ausdehnen. Das Recht auf Information wird durch das Interesse der Gesellschaft insoweit eingeschränkt als der Zugang zu Informationen der SES einen nicht unerheblichen Nachteil zuzufügen droht. Diese Vorschrift lehnt sich an das deutsche Recht an (§ 51a Abs. 2 GmbHG).</p>
<p>Article 3.1.10. Actionnaire unique</p> <p><i>(1) Lorsque la SES ne comporte qu'un seul actionnaire, cet actionnaire unique exerce les pouvoirs attribués à la collectivité des actionnaires. Les décisions de l'actionnaire unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.</i></p> <p><i>(2) L'actionnaire peut, le cas échéant, être nommé directeur général.</i></p> <p><i>(3) Les conventions conclues entre l'actionnaire unique et la SES sont inscrites dans le registre des décisions d'actionnaires ; à défaut d'inscription, l'actionnaire unique répond des conséquences éventuellement préjudiciables que de telles conventions auraient pour la SES.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>La SES sera sans doute souvent instituée par un actionnaire unique (1), susceptible d'embrasser la fonction de directeur général (2). Les sociétés unipersonnelles sont connues du droit européen des sociétés.</p>	<p>Artikel 3.1.10. Alleingesellschafter</p> <p><i>(1) Hat die SES nur einen Gesellschafter, so übt dieser Alleingesellschafter die der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse aus. Die Entscheidungen des Alleingesellschafters werden in einem Protokoll oder schriftlich festgehalten.</i></p> <p><i>(2) Der Gesellschafter kann gegebenenfalls zum Geschäftsführer bestellt werden.</i></p> <p><i>(3) Vereinbarungen zwischen dem Alleingesellschafter und der SES werden in das Verzeichnis der Gesellschafterbeschlüsse aufgenommen; fehlt es an einer solchen Aufzeichnung, haftet der Alleingesellschafter für alle nachteiligen Folgen, die der SES daraus erwachsen könnten.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Die SES wird vermutlich häufig von nur einem Gesellschafter (Absatz 1) gegründet, der zugleich die Geschäftsführung wahrnehmen kann</p>

<p>En conformité avec les dispositions européennes, l'article 3.1.10 du statut SES exige quelques formalités pour les décisions de l'actionnaire unique ; notamment, l'actionnaire unique s'expose à répondre des conséquences éventuellement préjudiciables que les conventions qu'il conclut avec la SES pourraient avoir pour cette dernière (3).</p>	<p>(Absatz 2). Einpersonengesellschaften sind im europäischen Gesellschaftsrecht bekannt. Im Einklang mit den europäischen Regelungen verlangt Artikel 3.1.10 des SES-Statuts bestimmte Formalitäten für Entscheidungen des Alleingeschafters; die Vorschrift regelt insbesondere eine Haftung des Alleingeschafters für eventuelle nachteilige Folgen, die der SES durch Vereinbarungen, die er mit der SES getroffen hat, erwachsen können (Absatz 3).</p>
<p>Article 3.1.11. Approbation de transactions avec des parties liées <i>Les statuts peuvent prévoir des conditions particulières d'approbation de transactions conclues entre la SES et des dirigeants ou des actionnaires, directement ou indirectement, spécialement si elles excèdent certains seuils d'importance, ou si elles correspondent à des opérations non courantes et conclues à des conditions inhabituelles.</i></p> <p>Commentaire : Le présent article a pour objet de prévenir les conflits d'intérêts lorsqu'un directeur général ou un actionnaire conclut, directement ou indirectement, une convention avec la SES. Afin de préserver la souplesse de la SES, les statuts sont invités à prévoir un régime particulier d'approbation des transactions avec des parties liées, excédant par exemple un certain seuil ou non courante et conclues à des conditions inhabituelles.</p>	<p>Artikel 3.1.11. Zustimmung zu Geschäften mit verbundenen Personen <i>Die Satzung kann besondere Bedingungen für die Zustimmung zu Geschäften vorsehen, die – unmittelbar oder mittelbar – zwischen der SES und ihren Geschäftsführern oder ihren Gesellschaftern abgeschlossen werden, insbesondere wenn sie bestimmte wesentliche Schwellenwerte überschreiten oder wenn sie nicht dem laufenden Geschäftsbetrieb angehören und nicht zu gewöhnlichen Bedingungen abgeschlossen werden.</i></p> <p>Erläuterungen: Zweck dieses Artikels ist es, Interessenkonflikte zu vermeiden, wenn ein Geschäftsführer oder Gesellschafter direkt oder indirekt eine Vereinbarung mit der SES schließt. Um die Flexibilität der SES zu erhalten, ist der Satzungsgeber aufgefordert, eine besondere Regelung für die Zustimmung zu Geschäften mit verbundenen Personen vorzusehen, die beispielsweise einen bestimmten Schwellenwert überschreiten oder nicht dem laufenden Geschäftsbetrieb angehören und nicht zu gewöhnlichen Bedingungen abgeschlossen werden.</p>
<p>Article 3.1.12. Droits attachés aux actions <i>(1) Chaque action donne vocation à une quote-part des bénéfices distribués et du boni de liquidation ainsi qu'à des droits de vote,</i></p>	<p>Artikel 3.1.12. Mit den Geschäftsanteilen verbundene Rechte <i>(1) Jeder Geschäftsanteil gewährt, proportional zu dem von ihm verkörperten Kapitalanteil, einen Anteil an den ausgeschütteten</i></p>

<p><i>proportionnels à la quotité de capital représentée par chaque action.</i></p> <p><i>(2) Toutefois, les statuts peuvent déroger à cette règle proportionnelle ; ils peuvent aussi, le cas échéant, instituer des catégories d'actions conférant des droits particuliers.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>La règle proportionnelle innove par principe les principaux droits économiques, comme les droits politiques, des actionnaires : ainsi, le vote aux assemblées générales, la participation aux résultats ou au boni de liquidation éventuel sont proportionnels à la quotité de capital détenu par chaque actionnaire (1).</p> <p>Néanmoins, la souplesse de la SES impose qu'une dérogation à cette règle proportionnelle soit statutairement possible, voire que des catégories d'actions conférant des droits particuliers soient instituées (2).</p>	<p><i>Gewinnen und dem Liquidationserlös sowie Stimmrechte.</i></p> <p><i>(2) Die Satzung kann von der proportionalen Gewichtung der Anteilsrechte abweichen; sie kann gegebenenfalls auch Klassen von Geschäftsanteilen bestimmen, die besondere Rechte gewähren.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Die proportionale Gewichtung bestimmt grundsätzlich die wichtigsten Vermögens- und Verwaltungsrechte der Gesellschafter: das Stimmrecht auf der Gesellschafterversammlung verhält sich ebenso wie der Anteil an Gewinnen und einem eventuellen Liquidationserlös proportional zum Kapitalanteil, den der Gesellschafter innehat (Absatz 1).</p> <p>Die Flexibilität der SES erfordert allerdings die Möglichkeit einer anderweitigen Regelung in der Satzung bis hin zur Schaffung bestimmter Anteilsklassen, die besondere Rechte gewähren (Absatz 2)</p>
<p>Article 3.1.13. Liste des actionnaires</p> <p><i>(1) Le directeur général tient à jour, sous sa responsabilité, une liste actualisée des actionnaires.</i></p> <p><i>Cette liste contient les informations suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>– les prénom, nom de famille, date de naissance, adresse et nationalité de chacun des actionnaires ;</i> <i>– le nombre d'actions détenues par l'actionnaire concerné, leur valeur nominale et, le cas échéant, les droits non proportionnels ou particuliers auxquelles elles donnent accès ;</i> <i>– la date d'acquisition des actions ;</i> <i>– la date à laquelle un actionnaire a cessé d'être membre de la société.</i> <p><i>(2) La liste des actionnaires fait foi de la détention du capital dans les seules relations entre actionnaires et jusqu'à preuve contraire, laquelle</i></p>	<p>Artikel 3.1.13. Gesellschafterliste</p> <p><i>(1) Der Geschäftsführer ist für die Führung einer jeweils aktuellen Liste der Gesellschafter verantwortlich.</i></p> <p><i>Diese Liste enthält folgende Informationen:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>– Vorname, Nachname, Geburtsdatum, Anschrift und Staatsangehörigkeit jedes Gesellschafters;</i> <i>– die Anzahl der Geschäftsanteile des betreffenden Gesellschafters, ihren Nennwert und gegebenenfalls die nichtproportionalen oder besonderen Rechte, die mit ihnen verbunden sind;</i> <i>– Datum des Anteilserwerbs;</i> <i>– der Zeitpunkt, an dem ein Gesellschafter aufgehört hat, Mitglied der Gesellschaft zu sein.</i> <p><i>(2) Die Kapitalbeteiligungen bestimmen sich im Verhältnis zwischen den</i></p>

<p><i>peut être apportée par tous moyens.</i></p> <p><i>(3) Le directeur général communique la liste actualisée des actionnaires au registre national selon les modalités et délais définis par la loi de l'État membre d'immatriculation et aux termes de l'article 1.1.6. (7) ci-dessus.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>Le directeur général établit (1) et actualise (3) sous sa responsabilité une liste des actionnaires, laquelle ne fait foi de la détention du capital que dans les relations internes et jusqu'à preuve du contraire (2).</p>	<p><i>einzelnen Gesellschaftern bis zum Beweis des Gegenteils, der mit allen Beweismitteln erbracht werden kann, nach der Gesellschafterliste.</i></p> <p><i>(3) Der Geschäftsführer übermittelt dem nationalen Register die aktualisierte Liste der Gesellschafter nach den im Recht des Mitgliedstaats der Eintragung festgelegten Verfahren und Fristen und nach Maßgabe des Artikel 1.1.6 Absatz 7.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Der Geschäftsführer erstellt (Absatz 1) und aktualisiert (Absatz 3) unter seiner Verantwortung eine Liste der Gesellschafter, die für die Kapitalbeteiligung nur intern und bis zum Beweis des Gegenteils maßgeblich ist (Absatz 2).</p>
<p>Article 3.1.14. Cession des actions</p> <p><i>(1) Les actions sont librement cessibles.</i></p> <p><i>La forme de la cession ainsi que ses modalités d'opposabilité sont déterminées par le droit de l'Etat membre d'immatriculation applicable à la forme sociale de référence.</i></p> <p><i>(2) Toutefois, les statuts peuvent limiter ou interdire la cession des actions, pourvu que ces limitations ou interdictions soient adoptées par une décision unanime des actionnaires ; les statuts peuvent également arrêter des modalités particulières d'acquisition d'actions existantes au profit des actionnaires.</i></p> <p><i>(3) En cas d'interdiction de cession d'actions, celle-ci doit être prévue pour une durée limitée.</i></p> <p><i>(4) En cas de limitation et lorsqu'un agrément a été prévu et qu'il n'a pas été obtenu, les statuts déterminent les modalités de rachat des actions par la SES ou par un tiers ainsi que celles de fixation du prix des actions ; en l'absence d'accord des parties, la fixation est effectuée par un expert indépendant ; à défaut, s'appliquent les dispositions du droit</i></p>	<p>Artikel 3.1.14. Anteilsübertragung</p> <p><i>(1) Die Geschäftsanteile sind frei übertragbar.</i></p> <p><i>Die Form der Übertragung und die Wirksamkeit gegenüber Dritten bestimmen sich nach dem auf die Referenzrechtsform anwendbaren Recht des Mitgliedstaates der Eintragung.</i></p> <p><i>(2) Die Satzung kann jedoch die Übertragung von Geschäftsanteilen einschränken oder untersagen, sofern diese Beschränkungen oder Verbote von den Gesellschaftern einstimmig beschlossen werden; die Satzung kann auch besondere Regelungen für den Erwerb bestehender Geschäftsanteile durch die Gesellschafter vorsehen.</i></p> <p><i>(3) Im Falle eines Verbots der Übertragung von Geschäftsanteilen ist dies für einen begrenzten Zeitraum vorzusehen.</i></p> <p><i>(4) Sollten eine Beschränkung und eine Zustimmung vorgesehen sein, so regelt die Satzung für den Fall, in dem die Zustimmung nicht erteilt wurde, die Modalitäten für den Ankauf der Geschäftsanteile durch die SES oder durch einen Dritten sowie für die Preisermittlung; erzielen die Parteien keine Einigung, so erfolgt die Festsetzung durch einen</i></p>

de l'Etat membre d'immatriculation applicable à la forme sociale de référence.

(5) Le directeur général, informé par tous moyens de la cession par les parties, actualise dans les meilleurs délais la liste des actionnaires prévue à l'article 3.1.13.

Commentaire

Le principe de liberté de cession des actions doit rester la règle en matière de sociétés de capitaux soumises au droit européen (1). Il est toutefois renvoyé au droit national applicable à la forme sociale de référence s'agissant de la forme et des règles d'opposabilité de la cession, celles-ci étant assez diverses : un acte notarié de cession est ainsi exigé en Allemagne, quand un acte sous seing privé suffit en France.

Toutefois, la liberté statutaire doit pouvoir consolider si nécessaire l'actionnariat de la SES, qui a vocation à revêtir un *intuitus personae* important. Il est donc permis aux statuts de limiter voire d'interdire la cession des actions de la SES (par des clauses d'agrément ou d'inaliénabilité adoptées dans les statuts ou à l'unanimité (2), (3), comme de prévoir des conditions préférentielles d'acquisition au profit des actionnaires en place (notamment par des clauses de préemption). Les alinéas 2, 3 et 4 précisent la teneur des limites qui peuvent être posées à la libre cessibilité des actions. Ces limites sont destinées à protéger les minoritaires, qui devraient donc approuver les restrictions lorsqu'ils sont concernés par ces dernières aux termes de l'alinéa 2. Elles permettent également d'éviter une atteinte excessive au droit de propriété des actionnaires, d'où (i) la durée limitée d'une éventuelle clause d'inaliénabilité prévue à l'alinéa 3 et (ii) l'organisation d'un rachat des parts à un juste prix en cas de refus d'agrément prévue à l'alinéa 4. Le dispositif ne saurait cependant affecter la stipulation de clauses

unabhängigen Sachverständigen; andernfalls gilt das auf die Referenzrechtsform anwendbare Recht des Mitgliedstaates der Eintragung.

(5) Der Geschäftsführer, den die Parteien auf beliebige Weise von der Abtretung informieren können, aktualisiert so bald wie möglich die in Artikel 3.1.13 vorgesehene Gesellschafterliste.

Erläuterungen:

Der Grundsatz der freien Übertragbarkeit der Geschäftsanteile muss die Regel für Kapitalgesellschaften bleiben, die dem europäischen Recht unterliegen (Absatz 1). Angesichts der bestehenden Rechtsunterschiede wird allerdings für die Form und die Wirksamkeit der Übertragung gegenüber Dritten auf das anwendbare nationale Recht der Referenzrechtsform verwiesen: Daher ist in Deutschland eine notarielle Übertragungsurkunde erforderlich, während in Frankreich eine privatschriftliche Urkunde ausreicht.

Allerdings muss es im Rahmen der Satzungsfreiheit gestattet sein, den Gesellschafterkreis der SES einzugrenzen, der häufig auf enger persönlicher Verbundenheit beruht. Die Satzung ist daher berechtigt, den Verkauf der Geschäftsanteile der SES zu beschränken oder sogar zu untersagen (durch Zustimmung- oder Unveräußerlichkeitsklauseln in der Satzung oder durch einstimmigen Beschluss (Absätze 2 und 3)) sowie Vorerwerbsrechte der vorhandenen Gesellschafter (insbesondere durch Vorkaufsklauseln) vorzusehen. Die Absätze 2, 3 und 4 verdeutlichen die Grenzen der Einschränkung der freien Übertragbarkeit. Diese Grenzen dienen dem Schutz von Minderheiten, die daher die Beschränkungen genehmigen sollten, wenn sie von ihnen nach Maßgabe des Absatz 2 betroffen sind. Sie vermeiden auch eine übermäßige Verletzung der Eigentumsrechte der Gesellschafter, durch (i) die begrenzte Dauer einer möglichen Unveräußerlichkeitsklausel nach Absatz 3 und (ii) das Verfahren eines Ankaufs der

<p>similaires dans des pactes d'actionnaires extra-statutaires.</p> <p>L'alinéa 5 impose au directeur général d'actualiser la liste des actionnaires en conséquence dès qu'il a connaissance du transfert.</p>	<p>Geschäftsanteile zu einem angemessenen Preis im Falle der Verweigerung der in Absatz 4 vorgesehenen Genehmigung.</p> <p>Die Regelung soll allerdings die Festlegung ähnlicher Klauseln in Vereinbarungen der Gesellschafter außerhalb der Satzung nicht beeinträchtigen.</p> <p>Absatz 5 verpflichtet den Geschäftsführer, die Liste der Gesellschafter entsprechend zu aktualisieren, sobald er von der Übertragung Kenntnis erhält.</p>
<p>Article 3.1.15 Exclusion et droit de retrait des actionnaires</p> <p><i>(1) Un actionnaire ne peut être exclu que dans les cas et suivant une procédure garantie par les statuts, et en toute hypothèse moyennant une contrepartie adéquate.</i></p> <p><i>(2) Sans préjudice d'autres cas éventuellement prévus par les statuts, le retrait d'un actionnaire peut intervenir à sa demande dans les cas suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>– le siège statutaire de la SES a été transféré dans un autre État membre ; dans ce cas, le tribunal du siège initial demeure compétent pour statuer sur tout litige se rattachant à l'exercice de ce droit de retrait ;</i> <i>– le ou les actionnaires majoritaires ont adopté une ou plusieurs décisions ayant gravement nui à l'intérêt du retenant, dans l'unique dessein de favoriser les majoritaires au détriment des autres actionnaires.</i> <p><i>(3) Dans les matières traitées aux deux alinéas précédents, les statuts déterminent les modalités de rachat des actions par la SES ou par un tiers ainsi que celles de fixation du prix des actions ; en l'absence d'accord des parties, la fixation est effectuée par un expert indépendant ; à défaut, s'appliquent les dispositions du droit de l'Etat membre d'immatriculation (loi du siège social) applicable à la forme sociale de</i></p>	<p>Artikel 3.1.15 Ausschluss und Austrittsrecht von Gesellschaftern</p> <p><i>(1) Ein Gesellschafter darf nur gemäß den in der Satzung geregelten Voraussetzungen und Verfahren und nur gegen Gewährung einer angemessenen Abfindung ausgeschlossen werden.</i></p> <p><i>(2) Unbeschadet sonstiger möglicherweise in der Satzung vorgesehener Fälle hat ein Gesellschafter in folgenden Fällen ein Austrittsrecht:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>– der Sitz der SES wurde in einen anderen Mitgliedstaat verlegt; in diesem Fall bleibt das Gericht des ursprünglichen Sitzes für alle Streitigkeiten im Zusammenhang mit der Ausübung des Austrittsrechts zuständig;</i> <i>– der oder die Mehrheitsgesellschafter haben eine oder mehrere Entscheidungen getroffen, die dem Interesse des Austretenden erheblich schaden und die allein das Ziel verfolgen, den oder die Mehrheitsgesellschafter zum Nachteil der anderen Gesellschafter zu begünstigen.</i> <p><i>(3) Für den Eintritt eines in den vorstehenden Absätzen genannten Falles regelt die Satzung die Modalitäten für den Ankauf der Geschäftsanteile durch die SES oder durch einen Dritten sowie für die Preisermittlung; erzielen die Parteien keine Einigung, so erfolgt die Festsetzung durch einen unabhängigen Sachverständigen; andernfalls</i></p>

<p><i>référence.</i></p> <p><i>(4) Aucune modification des stipulations statutaires se rattachant aux alinéas 1 à 3 ne peut être prise sans une décision unanime des actionnaires.</i></p> <p>Commentaire</p> <p>La SES, étant une forme sociale souple, offre des possibilités d'exclusion des actionnaires. Celles-ci doivent toutefois être entourées de garanties : précision des motifs d'exclusion, fixation du prix par un expert, possibilité pour l'actionnaire exclu de s'expliquer.</p> <p>Le statut de la SES permet également aux actionnaires de se retirer. Cependant, afin de ne pas perturber le bon fonctionnement de la SES, les hypothèses de retrait sont définies de façon stricte. De plus, à défaut d'accord au sein de l'assemblée, le prix en sera fixé par un expert.</p>	<p><i>gilt das auf die Referenzrechtsform anwendbare Recht des Mitgliedstaates der Eintragung (Recht des Sitzstaates).</i></p> <p><i>(4) Eine Abweichung der Satzung von den Absätzen 1 bis 3 bedarf eines einstimmigen Beschlusses der Gesellschafter.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Die SES bietet als flexible Gesellschaftsform auch Möglichkeiten für den Ausschluss von Gesellschaftern. Diese müssen jedoch mit folgenden Garantien einhergehen: Festlegung der Ausschlussgründe, Festsetzung des Preises durch einen Sachverständigen, Äußerungsmöglichkeit für den ausgeschlossenen Gesellschafter.</p> <p>Das SES-Statut gewährt den Gesellschaftern außerdem ein Austrittsrecht. Um das ordnungsgemäße Funktionieren der SES nicht zu gefährden, sind die Austrittsgründe eng gefasst. Die Höhe der Abfindung wird, in Ermangelung einer Einigung in der Gesellschafterversammlung, von einem Sachverständigen festgesetzt.</p>
<p>SECTION 4 DISTRIBUTIONS ET MODIFICATIONS DU CAPITAL DE LA SES</p>	<p>ABSCHNITT 4 AUSSCHÜTTUNGEN UND KAPITALMASSNAHMEN IN DER SES</p>
<p>Article 4.1.1. Distributions</p> <p><i>(1) Aux fins du présent article, on entend par « distribution » tout avantage financier qu'un actionnaire reçoit directement ou indirectement de la société, et ce sans contrepartie.</i></p> <p><i>(2) La SES peut, sur la base d'une proposition du directeur général, procéder à une distribution de dividendes, primes ou réserves aux actionnaires, pourvu que, postérieurement à cette distribution, l'actif de la société lui permette de répondre entièrement de son passif et de son capital social.</i></p> <p><i>(3) Tout actionnaire qui a bénéficié de distributions en violation de l'alinéa 2 doit les restituer à la société. Cette obligation se prescrit par</i></p>	<p>Artikel 4.1.1. Ausschüttungen</p> <p><i>(1) Für die Zwecke dieses Artikels bezeichnet der Ausdruck „Ausschüttung“ jeden finanziellen Vorteil, den ein Gesellschafter unmittelbar oder mittelbar von der Gesellschaft ohne Gegenleistung erhält.</i></p> <p><i>(2) Die SES kann auf Vorschlag des Geschäftsführers Dividenden, Prämien oder Rücklagen an die Aktionäre ausschütten, sofern das Aktivvermögen der Gesellschaft nach dieser Ausschüttung weiterhin die Verbindlichkeiten und das Stammkapital deckt.</i></p> <p><i>(3) Jeder Gesellschafter, der unter Verstoß gegen Absatz 2 Ausschüttungen erhalten hat, muss diese an die Gesellschaft</i></p>

cinq ans à compter de la date du versement de distribution à l'actionnaire intéressé.

(4) Tout directeur est personnellement responsable d'avoir proposé une distribution s'il savait ou, eu égard aux circonstances, aurait dû savoir que la distribution serait contraire à l'alinéa 2. Cette obligation se prescrit par cinq ans à compter du versement de distribution par la SES.

(5) Les statuts peuvent prévoir qu'une quote-part des réserves ne saurait faire l'objet de distributions.

Commentaire :

Les règles gouvernant les distributions sont d'une importance majeure pour la protection du patrimoine de la société, et ce dans l'intérêt des tiers et en particulier des créanciers de la SES ; elles sont susceptibles d'engager la responsabilité du directeur général. Le transfert au détriment des créanciers d'éléments d'actif du patrimoine de la SES aux actionnaires doit ainsi être évité.

Aussi, l'article 4.1.1. (2) pose le principe selon lequel l'actif de la société, après la distribution projetée, devrait toujours lui permettre de répondre de son passif et son capital social : on reconnaîtra là la suggestion d'introduire un « test de solvabilité » conditionnant la distribution de dividendes aux actionnaires.

Pour prévenir d'éventuels contournements, l'article 4.1.1. (1) définit la notion de distribution d'une façon très large, par l'octroi d'un avantage financier direct ou indirect sans contrepartie, de façon à y inclure tout transfert de sommes ou de biens ; on y assimilera l'octroi d'un prêt par la SES à un actionnaire en l'absence de certitude de son remboursement.

Par cela, la disposition couvre également des systèmes de « cash pooling » dans les groupes de sociétés en assurant que chaque société participant à un tel système reste toujours capable de régler ses propres

zurückerstatten. Dieser Anspruch verjährt nach fünf Jahren ab dem Tag der Auszahlung der Ausschüttung an den betroffenen Gesellschafter.

(4) Jeder Geschäftsführer haftet persönlich für den Vorschlag einer Ausschüttung, wenn er wusste oder unter in Anbetracht der Umstände hätte wissen müssen, dass die Ausschüttung gegen Absatz 2 verstößt. Diese Verpflichtung verjährt nach fünf Jahren ab dem Tag der Zahlung der Ausschüttung durch die SES.

(5) Die Satzung kann vorsehen, dass ein Teil der Rücklagen nicht ausgeschüttet werden darf.

Erläuterungen:

Die Regeln über Ausschüttungen sind für den Schutz des Gesellschaftsvermögens von besonderer Bedeutung – im Interesse Dritter und insbesondere der Gläubiger der SES; sie können gegebenenfalls eine Haftung der Geschäftsführer begründen. Die Übertragung von Aktivvermögen der SES auf die Gesellschafter zu Lasten der Gläubiger soll auf diese Weise vermieden werden.

Außerdem bestimmt Artikel 4.1.1 Absatz 2 den Grundsatz, dass die Vermögenswerte der Gesellschaft nach der beabsichtigten Ausschüttung stets ihre Verbindlichkeiten und ihr Stammkapital decken müssen: man erkennt darin den Vorschlag, einen Test für die Zahlungsfähigkeit der Gesellschaft vor einer Ausschüttung an die Gesellschafter einzuführen.

Zur Vermeidung einer möglichen Umgehung fasst Artikel 4.1.1. Absatz 1 den Begriff der Ausschüttung sehr weit als Zuwendung eines direkten oder indirekten finanziellen Vorteils ohne Gegenleistung, so dass jede Geld- oder Sachübertragung umfasst ist; gleichgesetzt ist die Gewährung eines Darlehens durch die SES an einen Gesellschafter, wenn die Rückzahlung unsicher ist.

Damit deckt die Vorschrift auch „Cash-Pooling“-Systeme in

<p>dettes.</p>	<p>Unternehmensgruppen ab, indem sichergestellt wird, dass jede an einem solchen System beteiligte Gesellschaft immer in der Lage ist, ihre eigenen Schulden zu bezahlen.</p>
<p>Article 4.1.2 Augmentation du capital social</p> <p>(1) <i>Le montant du capital social peut être augmenté par une modification des statuts.</i></p> <p>(2) <i>Lors de toute augmentation du capital souscrite par apports en numéraire, les actions sont offertes aux actionnaires par préférence et proportionnellement à la partie du capital représentée par leurs actions, à moins que les statuts ou une résolution des actionnaires n'en disposent autrement.</i></p> <p>(3) <i>L'augmentation du capital doit être intégralement souscrite. Les dispositions de l'article 2.1.3 du présent chapitre sont applicables en tant que de raison à l'augmentation du capital.</i></p> <p>(4) <i>L'augmentation du capital est reportée sur le registre national suivant les modalités de l'article 2.1.6 du présent chapitre.</i></p> <p>Commentaire :</p> <p>Puisque le montant du capital figure dans les statuts de la SES (article 2.1.2. (1)), l'augmentation du capital présuppose une modification des statuts.</p> <p>Un droit préférentiel de souscription est en principe prévu en matière d'apports en numéraire, mais peut être écarté statutairement ou, au cas par cas, par une résolution des actionnaires.</p> <p>L'augmentation de capital est, en principe, soumise aux mêmes règles que la contribution initiale au capital lors de la constitution de la société auxquelles il est renvoyé (3). Puisque le montant initial du capital de la société est publié lors de l'immatriculation de la société selon l'article 2.1.6, l'augmentation du capital doit être publiée de la même façon (4).</p>	<p>Artikel 4.1.2 Kapitalerhöhung</p> <p>(1) <i>Der Betrag des Stammkapitals kann durch eine Satzungsänderung erhöht werden.</i></p> <p>(2) <i>Im Falle einer Kapitalerhöhung durch Bareinlagen werden die Geschäftsanteile vorzugsweise den Gesellschaftern entsprechend dem durch ihre Geschäftsanteile vertretenen Kapitalanteil angeboten, wenn nicht die Satzung oder ein Gesellschafterbeschluss etwas anderes bestimmen.</i></p> <p>(3) <i>Die Kapitalerhöhung muss vollständig gezeichnet sein. Die Vorschriften des Artikels 2.1.3 dieses Kapitels sind für die Kapitalerhöhung entsprechend anwendbar.</i></p> <p>(4) <i>Die Kapitalerhöhung wird nach Maßgabe der Vorschriften des Artikels 2.1.6 in das nationale Register eingetragen.</i></p> <p>Erläuterungen:</p> <p>Da das Kapital in der Satzung der SES geregelt ist (Artikel 2.1.2 Absatz 1), setzt die Kapitalerhöhung eine Satzungsänderung voraus.</p> <p>Ein Bezugsrecht der Gesellschafter ist grundsätzlich für Bareinlagen vorgesehen, kann aber durch Satzung oder gegebenenfalls durch Gesellschafterbeschluss ausgeschlossen werden.</p> <p>Die Kapitalerhöhung unterliegt grundsätzlich den gleichen Regeln wie die ursprüngliche Kapitaleinlage bei der Errichtung der Gesellschaft, auf die verwiesen wird (Absatz 3). Da der ursprüngliche Betrag des Kapitals der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Eintragung der Gesellschaft nach Art. 2.1.6 veröffentlicht wird, ist die Kapitalerhöhung in gleicher Weise offenzulegen (Absatz 4).</p>

Article 4.1.3 Réduction du capital social

(1) Le montant du capital social peut être réduit par une modification des statuts.

(2) La résolution des actionnaires sur la réduction du capital doit être reportée sur le registre national suivant les modalités de l'article 2.1.6 du présent chapitre. En cas de réduction de capital non motivée par des pertes sociales, les créanciers dont les créances précèdent la date de publication ont le droit de saisir le tribunal compétent pour obtenir une ordonnance imposant que la SES leur accorde des garanties suffisantes. Cette requête doit être déposée dans un délai de 30 jours suivant la publication de la résolution. Le tribunal ne peut ordonner à la société de fournir des garanties que si le créancier démontre de façon crédible que la réduction du capital risquerait de compromettre le recouvrement de ses créances et qu'aucune garantie suffisante n'a été obtenue de la société.

(3) La réduction du capital n'a effet qu'après l'enregistrement de la modification des statuts selon les modalités de l'article 2.1.6 du présent chapitre. A cette fin, les directeurs de la société doivent assurer que la société a fourni des garanties à tout créancier qui en avait le droit selon l'alinéa précédent.

(4) En cas de réduction de capital motivée par des pertes sociales, le montant de la réduction ne peut être utilisé qu'à cette fin, à l'exclusion de toute distribution aux actionnaires.

(5) Toute réduction de capital s'opère dans le respect de l'égalité des actionnaires se trouvant dans la même situation.

Commentaire :

La réduction du capital présuppose une modification des statuts qui fixent le montant du capital de la société (cf. l'article 2.1.2 (1)).

Sous l'angle de la protection des créanciers, la réduction du capital non

Artikel 4.1.3 Kapitalherabsetzung

(1) Der Betrag des Grundkapitals kann durch eine Änderung der Satzung herabgesetzt werden.

(2) Der Gesellschafterbeschluss über die Kapitalherabsetzung wird gemäß Artikel 2.1.6 dieses Kapitels dem nationalen Register mitgeteilt. Im Falle einer Kapitalherabsetzung, die nicht durch Verluste der Gesellschaft verursacht wird, können Gläubiger, deren Forderungen vor dem Zeitpunkt der Veröffentlichung entstanden sind, das zuständige Gericht anrufen, um eine Anordnung zu erreichen, durch welche die SES verpflichtet wird, ihnen ausreichende Garantien zu gewähren. Dieser Antrag muss innerhalb von 30 Tagen nach Veröffentlichung des Beschlusses gestellt werden. Das Gericht ordnet gegenüber der Gesellschaft nur dann die Stellung von Garantien an, wenn der Gläubiger glaubhaft nachweist, dass die Kapitalherabsetzung die Rückzahlung seiner Forderungen gefährden würde und dass von der Gesellschaft keine ausreichende Sicherheit erlangt wurde.

(3) Die Kapitalherabsetzung wird erst nach der Eintragung der Satzungsänderung gemäß Artikel 2.1.6 dieses Kapitels wirksam. Zu diesem Zweck müssen die Geschäftsführer der Gesellschaft sicherstellen, dass die Gesellschaft jedem Gläubiger, der nach dem vorangehenden Absatz dazu berechtigt ist, Sicherheit geleistet hat.

(4) Im Falle einer Kapitalherabsetzung aufgrund von Verlusten der Gesellschaft darf der Betrag der Kürzung nur zu diesem Zweck verwendet werden, wobei jede Ausschüttung an die Gesellschafter ausgeschlossen ist.

(5) Jede Kapitalherabsetzung erfolgt im Einklang mit dem Grundsatz der Gleichbehandlung der Gesellschafter, die sich in der gleichen Situation befinden.

motivée par des pertes constitue un enjeu sensible, en ce qu'elle constitue une distribution de ressources en principe intangibles aux actionnaires. Elle doit donc s'accompagner de l'octroi aux créanciers de certaines garanties.

Sous l'angle de la protection des actionnaires, l'opération doit respecter un principe d'égalité, adapté le cas échéant à leur situation particulière (notamment en cas d'actions de catégorie).

Erläuterungen:

Da die Satzung den Betrag des Stammkapitals festlegt (vgl. Artikel 2.1.2 Absatz 1), erfordert die Kapitalherabsetzung eine Satzungsänderung.

Im Hinblick auf den Schutz der Gläubiger ist die Kapitalherabsetzung, die nicht durch Verluste motiviert ist, insofern eine sensible Angelegenheit, als sie eine Freigabe von gebundenem Gesellschaftsvermögen gegenüber den Gesellschaftern darstellt. Sie muss daher mit der Gewährung bestimmter Garantien an die Gläubiger einhergehen.

Unter dem Gesichtspunkt des Gesellschafterschutzes muss der Gleichheitsgrundsatz beachtet werden, der gegebenenfalls an ihre jeweilige Situation anzupassen ist (insbesondere im Falle bestimmter Klassen von Geschäftsanteilen).

Article 4.1.4 Rachat d'actions

(1) L'acquisition par la SES de ses propres actions s'opère dans le respect des exigences posées par l'article 4.1.1.

(2) Les droits de vote et les droits pécuniaires attachés aux actions détenues par la SES sont suspendus aussi longtemps qu'elle en demeure propriétaire.

(3) Les actions acquises par la SAS peuvent être annulées à tout moment par cette dernière, dans le cadre d'une réduction de capital s'opérant dans le respect des exigences prévues par l'article 4.1.3.

Commentaire :

Le rachat de ses propres actions par la SES est autorisé, conformément à une évolution que l'on rencontre aujourd'hui dans les sociétés de capitaux. Toutefois et puisqu'il s'agit d'une forme de distribution, un tel rachat est subordonné au respect des règles applicables en matière de distribution et, de surcroît, à celles prévues pour les réductions de capital si la SES décide, à tout moment, de leur annulation.

Article 4.1.5. Fusions et scissions (nationales et transfrontalières) - Transformation - Dissolution – Liquidation

Les opérations de fusions, scissions, transformation, dissolution et liquidation, décidées aux termes de l'article 3.1.7., sont régies par le droit de l'Etat-membre d'immatriculation applicable à la forme sociale de référence.

Commentaire : Il est renvoyé au droit national pour les questions énumérées par cette disposition, étant ici rappelé que celles relatives aux fusions et scissions ont déjà fait l'objet d'une importante harmonisation européenne.

Artikel 4.1.4 Erwerb eigener Geschäftsanteile

(1) Der Erwerb eigener Geschäftsanteile durch die SES erfolgt gemäß den Anforderungen des Artikels 4.1.1.

(2) Die mit eigenen Geschäftsanteilen verbundenen Stimmrechte und finanziellen Rechte werden ausgesetzt, solange die SES Inhaberin des Geschäftsanteils ist.

(3) Von der SES erworbene Geschäftsanteile können von ihr jederzeit im Rahmen einer Kapitalherabsetzung gemäß Artikel 4.1.3 annulliert werden.

Erläuterungen:

Der Erwerb eigener Anteile durch die SES wird im Einklang mit einer aktuellen Entwicklung im Recht der Kapitalgesellschaften zugelassen. Da es sich jedoch um eine Form der Ausschüttung handelt, unterliegt ein solcher Rückkauf den geltenden Ausschüttungsvorschriften und darüber hinaus den Vorschriften für Kapitalherabsetzungen, wenn die SES zu irgendeinem Zeitpunkt beschließt, die Geschäftsanteile zu annullieren.

Artikel 4.1.5. Verschmelzungen und Spaltungen (innerstaatlich und grenzüberschreitend) – Formwechsel – Auflösung – Liquidation

Verschmelzungen, Spaltungen, Formwechsel, Auflösungen und Liquidationen, die gemäß Artikel 3.1.7 beschlossen werden, unterliegen dem auf die Referenzrechtsform anwendbaren Recht des Mitgliedstaates der Eintragung.

Erläuterungen:

Für die in dieser Vorschrift aufgeführten Fragen wird auf das nationale Recht verwiesen, wobei daran zu erinnern ist, dass Verschmelzung und Spaltungen bereits Gegenstand einer weitreichenden europäischen Harmonisierung sind.

